

Commission territoriale de la recherche archéologique Sud-Est

Présentation de la CTRA Sud-Est

Par Jean Olivier GUILHOT
Inspecteur général des patrimoines

La CTRA Sud-Est est composée des régions Auvergne-Rhône-Alpes, Corse et Provence-Alpes-Côte d'Azur. Son siège est à Aix ; la présidence et le secrétariat scientifique de la commission sont assurés par le SRA PACA.

Ces trois régions recouvrent une grande diversité culturelle. L'axe sud-nord formé par la vallée du Rhône assure toutefois depuis les périodes anciennes une liaison avec la Méditerranée qui a facilité la circulation des personnes, des biens et des idées.

L'interrégion couvre une superficie de près de 109 833 km², soit 20,2 % de la surface métropolitaine, où résident 13,46 M d'habitants (20,8 % de la population métropolitaine – chiffres INSEE 2018). Elle totalise un PIB de 231,6 Mrd d'euros (19,4 % du PIB métropolitain – chiffres INSEE 2018).

1. Le fonctionnement de la commission

Composition

Nommée par arrêté du 24 février 2017 pour quatre ans, la commission était composée de dix membres, l'un d'entre eux remplacé en cours de mandat. Elle s'est adjointe à partir de septembre 2019 un expert extérieur permanent pour le Moyen Âge :

- Pierre-Jean Texier, au titre de spécialiste, rapporteur pour le Paléolithique et le Mésolithique ;
- Philippe Lefranc, au titre de l'Inrap, rapporteur pour le Néolithique ;
- Anne-Marie Adam, au titre de spécialiste, rapporteure pour l'âge du Bronze ;
- Peter Jud, au titre de spécialiste, rapporteur pour l'âge du Fer ;
- Didier Bayard, au titre du ministère de la Culture, rapporteur pour l'Antiquité ;
- Laudine Robin-Zivanovic, au titre d'un opérateur agréé, rapporteure pour l'Antiquité ;
- Sylvie Crogiez-Pétrequin, au titre de l'Université, rapporteure pour l'Antiquité ;
- Sébastien Bully, au titre du CNRS, rapporteur pour le Moyen Âge (de 2017 à mars 2019) ;
- Dave Coxall, expert extérieur permanent pour le Moyen Âge (de septembre 2019 à 2020) ;
- Jean-François Goret, au titre d'une collectivité territoriale, rapporteur pour le Moyen Âge et l'Époque moderne ;
- Vincent Maliet, au titre de spécialiste, rapporteur pour le Moyen Âge et l'Époque moderne.

Les membres ont été ponctuellement assistés par onze experts extérieurs :

- Martine Acerra (CNRS), pour l'archéologie sous-marine ;
- Yves Billaud (Drassm), pour l'archéologie subaquatique ;
- Olivier Buchsenschutz, pour l'âge du Fer ;
- Pierre Chalard (MC), pour des dossiers de Préhistoire ;
- Stéphan Fichtl (Univ.), pour l'âge du Fer ;
- Jean-Luc Guadelli (CNRS), pour la paléontologie ;
- Thibault Lachenal (CNRS), pour la céramologie ;
- Sébastien Lepetz (CNRS), pour l'âge du Fer
- Vincent Lhomme (Inrap), pour des dossiers de Préhistoire ;
- Éric Rieth, pour l'archéologie sous-marine ;
- Lucy Vallauri (chercheur associé LA3M), pour les arts du feu à l'Époque moderne.

Secrétariat de la commission

Le secrétariat scientifique de la commission est assuré par Stéfan Tzortzis, ingénieur d'études au SRA PACA. Cette charge, qui ne peut être confiée qu'à un scientifique, requiert de l'initiative, de très bonnes qualités rédactionnelles et une excellente maîtrise des délais. Le bon fonctionnement de la commission en dépend, depuis l'élaboration de l'ordre du jour des séances, en passant par la formalisation des avis en séance, jusqu'à l'élaboration des PV sous un délai de trois semaines après la séance. Le formalisme des PV, autant que le contenu scientifique des rapports des experts de la commission, est en effet indispensable à la reconnaissance du travail de la CTRA et à la sécurité juridique de ses avis.

Rythme et calendrier des séances

La commission s'est réunie sur un rythme de huit sessions annuelles, hormis l'année 2017 qui n'en a compté que six du fait de la signature tardive de l'arrêté. Le mandat des experts s'est quant à lui achevé à la session des 2 au 5 février 2021. Par commodité, les données chiffrées présentées ont été calculées uniquement sur les années 2017 à 2020. Certains experts ont toutefois intégré la session de février 2021 dans leurs analyses.

En 2020, du fait des conditions sanitaires liées à la crise de la Covid-19, la CTRA s'est principalement tenue en visioconférence. Nous constatons que cette formule, si elle est économique en temps et en coût, n'est pas propice au débat scientifique qui tend, dans cette configuration, à se réduire au minimum et à se limiter souvent à la seule lecture et à l'approbation du rapport de l'expert. Pour les mêmes raisons sanitaires, l'année 2020 n'a pas rendu possible le déplacement de la commission en Corse ou en ARA alors même que ces déplacements en dehors de son siège à Aix permettent de maintenir un contact direct entre les experts de la commission et les équipes des SRA.

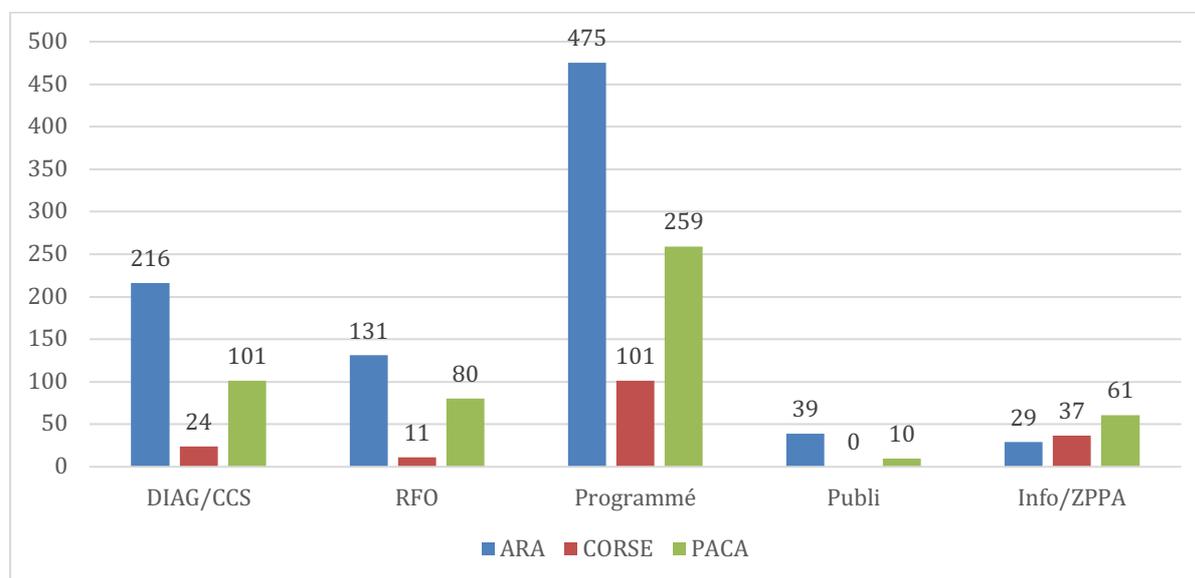
Nombre de dossiers examinés et répartition par experts

La commission a eu à examiner durant ces quatre années 1575 dossiers, soit une moyenne de plus de 52 par séance et d'un peu moins de 400 dossiers par an. Les séances les plus chargées sont celles consacrées à l'examen des opérations programmées - celles de février et de mars - qui peuvent atteindre 135 dossiers par séance.

Le nombre de dossiers examinés au cours du mandat reste assez stable. Ceux-ci se répartissent entre les trois régions de manière inégale : 890 (56,5 %) pour Auvergne-Rhône-Alpes, 511 (32,5 %) pour Provence-Alpes-Côte d'Azur et 173 (11 %) pour la Corse. Ce constat est le reflet des disparités géographiques, économiques et démographiques de ces trois régions.

	Diag/CCS/PSI	RFO	Progr.	Publi.	Infos CRA	ZPPA	Total
2017	74	38	220	8	28	2	370
2018	97	80	205	8	26	5	421
2019	78	57	213	15	32	2	397
2020	92	47	197	18	31	2	387
Total	341	222	835	49	117	11	1575

Nombre de dossiers examinés en CTRA annuellement de 2017 à 2020



Dossiers examinés par régions en 2017-2020

Sur l'interrégion, les dossiers d'archéologie programmée représentent 61,1 % des dossiers examinés (835 programmées et 49 publications/éditions), pour 38,9 % de dossiers de préventif (341 diagnostics/CCS/PSI et 222 rapports d'opérations).

Onze dossiers de zones de présomption de prescription archéologique (ZPPA) ont été examinés, portant chacun sur plusieurs communes (9 en PACA, 2 en ARA, 0 en Corse).

Les périodes chronologiques sont très inégalement réparties : le Moyen Âge représente 32,1 % des dossiers examinés, l'Antiquité 30,5 %, les âges des Métaux 16,2 %, le Néolithique 10,4 % et le Paléolithique/ Mésolithique 8,9 %.

Chronologie	Rapporteurs	Avis/an (moyenne)
Paléolithique-Mésolithique	P.-J. Texier	34
Néolithique	P. Lefranc	40
Âges des Métaux	A.-M. Adam, P. Jud	62
Antiquité	D. Bayard, S. Crozier-Pétrequin, L. Zivanovic	117
Moyen Âge à Contemporain	S. Bully, D. Coxall, J.-F. Goret, V. Maliet	123
Divers	Experts extérieurs	7

Moyenne annuelle par périodes chronologiques des dossiers examinés entre 2017 et 2020

2. La recherche dans l'interrégion

Archéologie préventive

L'archéologie préventive a représenté 952 dossiers sur la période 2017-2020.

	2017			2018			2019			2020		
	ARA	Corse	PACA									
Diag/CCS	46	8	20	61	4	32	47	6	25	62	6	24
RFO	12	4	22	57	2	21	40	2	15	22	3	22
Total	58	12	44	118	6	53	87	8	40	84	9	46

Archéologie préventive : dossiers examinés en CTRA par région et par année de 2017 à 2020

Si l'on tient compte d'une année 2017 incomplète du fait du renouvellement de la CTRA fin février, les chiffres sont assez stables hormis ceux de l'année 2018 qui témoignent d'une sensible augmentation.

Sur un total de 563 dossiers de préventif, 60,5 % (341) concernait des **examens a priori**, principalement des diagnostics, le plus souvent accompagnés de CCS.

L'activité de l'archéologie préventive est dominée par l'Inrap (309 dossiers examinés entre 2017 et 2020) présente tant sur les diagnostics que sur le marché des fouilles. Elle se répartit équitablement entre services de collectivité territoriale (76 dossiers examinés) et ceux des opérateurs privés (72 dossiers). Sur 10 services de collectivité, se distingue la forte activité du service de la ville de Lyon (19 dossiers) et celle du service du département de l'Allier (16 dossiers). À l'inverse certains services n'apparaissent qu'une ou deux fois sur les quatre années de mandat de la commission (Centre archéologique du Var, Mission archéologique de l'Ardèche, Ville de Martigues). Parmi les 9 opérateurs privés, Archeodunum est représenté 26 fois (36,1 %) et Éveha, 19 fois (26,4 %).

	2017	2018	2019	2020	Total
Inrap	67	87	82	73	309
Collectivités territoriales					76
Centre archéologique du Var	1	1			2
Dép. Alpes-de-Hte-Provence	4			2	6
Dép. de l'Allier	2	8	3	3	16
Dép. de Vaucluse	3	1	2	1	7
Métropole Nice-Côte d'Azur				8	8
Mission archéo. de l'Ardèche	1				1
Ville d'Aix-en-Provence	2	2	3	3	10
Ville de Fréjus	1	1	1	3	6
Ville de Lyon		9	7	3	19
Ville de Martigues	1				1
Opérateurs privés					72
Acter				1	1
Archéodunum	3	14	8	1	26
Arkémine			1		1
Chronoterre archéologie	1				1
Éveha	1	9	9		19
Hadès	2	2	3	2	9
Iker archéologie		1			1
Mosaïque archéologie		4	5	2	11
Paléotime	1	1	1		3

Nombre de dossiers d'archéologie préventive (Diag., RFO, PSI) examinés en CTRA par opérateur (2017-2020)

Archéologie programmée

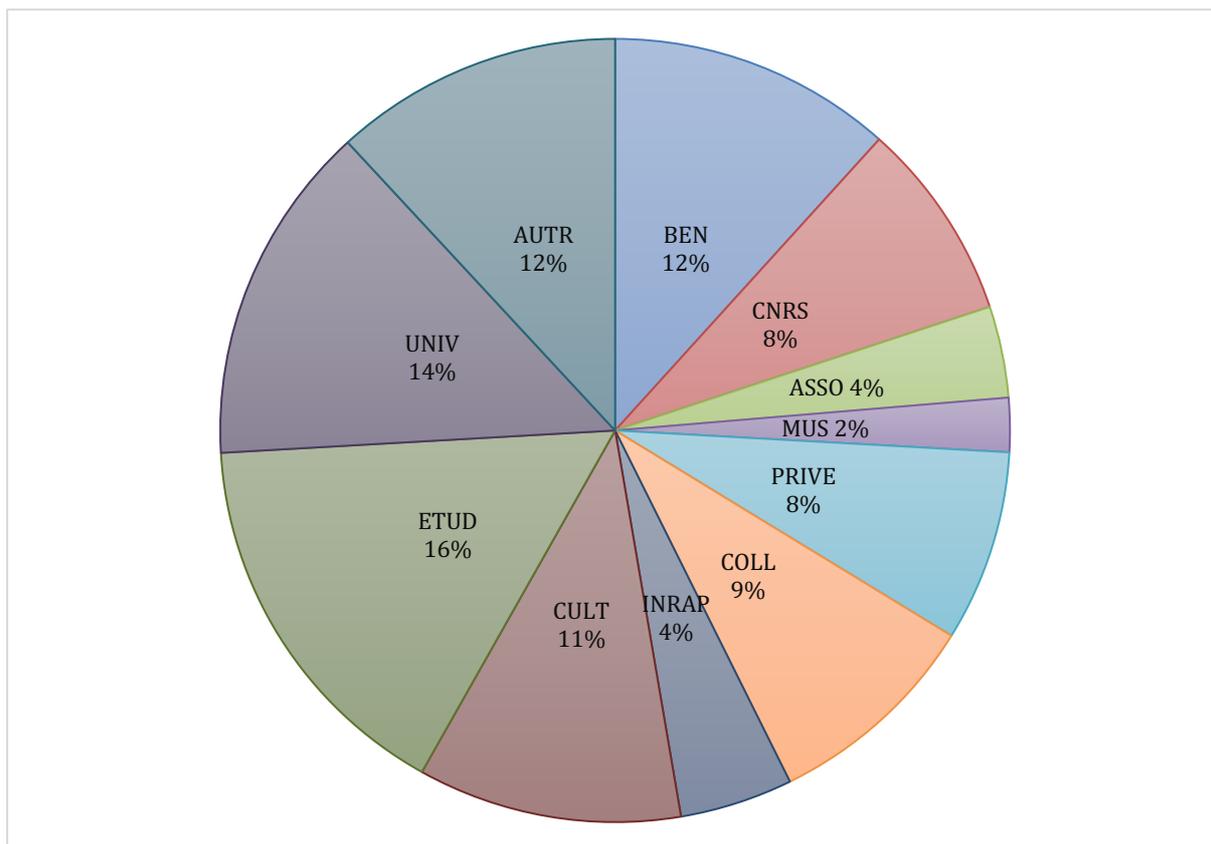
L'archéologie programmée a représenté 835 programmées et 49 publications/éditions, soit plus de 56 % des dossiers examinés par les experts entre 2017 et 2020.

	2017			2018			2019			2020		
	ARA	Corse	PACA									
SD/PI/PT/DM	50	8	24	62	7	26	75	6	29	82	11	18
FP	45	14	27	42	17	22	40	17	24	31	18	17
PCR	20	0	16	19	8	10	18	7	11	24	4	12
APP	5	0	0	6	1	1	9	0	5	8	0	0
AE	2	1	1	4	0	1	3	0	0	4	0	2
Analyses	4	0	5	5	0	3	3	0	2	6	0	6
Total	126	23	73	138	33	63	148	30	71	155	33	55

Archéologie programmée : dossiers examinés en CTRA par région et par année (2017-2020)

La répartition par régions des dossiers d'archéologie programmée montre deux tendances :

- une augmentation continue et soutenue sur les 4 années de référence des dossiers en ARA. Cette augmentation ne porte pas tant sur les dossiers de fouilles programmées ou de PCR que sur les sondages et prospections ;
- une baisse en 2020 des dossiers de programmée en PACA.



Organismes de rattachement (opérations programmées 2017-2020)

L'ensemble des organismes de rattachement des porteurs de projet d'archéologie programmée est présent dans l'interrégion Sud-Est. Toutefois, la répartition par organismes peut interroger : les étudiants, en première position des organismes de rattachement (16 %) dominant largement les universitaires (2^e position, 14 %). Si l'on compare cette situation avec celle de la CTRA Centre-Nord (voir ci-dessus p. 18), les étudiants n'y représentent que 6 % (6^e position), tandis que les universitaires 19 % (1^{ère} position). L'autre divergence sensible avec Centre-Nord concerne la place de l'Inrap, des services de collectivité et des opérateurs privés dans l'archéologie programmée :

- Inrap, 4 % en Sud-Est (9^e position) et 17 % en Centre-Nord (2^e position) ;
- collectivités territoriales, 9 % en Sud-Est (6^e position) et 16 % en Centre-Nord (3^e position) ;
- opérateurs privés, 8 % en Sud-Est (7^e position) et 2 % en Centre-Nord (9^e position).

À l'inverse, la place des agents de la Culture (11 à 12 %) ou celle des agents du CNRS (8 à 9 %) est similaire dans les deux interrégions.

Politiques de la recherche archéologique en Auvergne-Rhône-Alpes : bilan et perspectives

Par Karim GERNIGON, François DUMOULIN et Marie-Agnès GAIDON-BUNUEL
Conservateur régional de l'archéologie et conservateurs régionaux adjoints

Pour la période 2017-2020, l'activité du service régional de l'archéologie d'Auvergne-Rhône-Alpes a été marquée par une grande stabilité de l'activité de l'archéologie programmée, alors que la mandature précédente avait connu de notables oscillations. Avec 140 opérations programmées chaque année, la région connaît une intense activité scientifique, qui implique tous les acteurs de la recherche. La présence de l'UMR 5138 ARAR à Lyon est un facteur important de structuration et de stabilité de la recherche régionale, mais son rôle pâtit de la concurrence d'autres unités implantées sur des niches géographiques (Geolab à Clermont-Ferrand) ou chronologiques (CIHAM sur le Moyen Âge). Pour les périodes du Néolithique au Moyen Âge, elle est l'UMR régionale de référence, en raison de l'implication des enseignants-chercheurs, ainsi que de la présence des étudiants en archéologie en formation sur les chantiers de fouille ou porteur de sujets de recherche (masters et doctorats). Pour la Préhistoire ancienne et le Mésolithique, les recherches sont portées par des équipes de tous horizons surtout extra-régionaux (IPH et filiales, Paris, Toulouse, Aix-en-Provence, Genève, Tübingen, Chambéry). La plupart des projets concernés sont individuellement d'un très haut niveau scientifique, mais le tout manque de projets fédérateurs et le souhait de l'UMR Edytem de Chambéry de se positionner sur ce créneau chrono-thématique répond à un besoin de la recherche régionale. De nombreux dossiers sont aussi portés par des chercheurs issus des opérateurs, publics et privés, des services de collectivités, habilités ou non, et du service régional de l'archéologie. Enfin l'activité des associations et bénévoles reste le support d'une partie importante de la recherche.

Au regard de la chronologie toutes les périodes sont couvertes, de la Préhistoire ancienne (Malataverne, Drôme) à la période moderne. La typologie des opérations couvre elle aussi tout le spectre de la recherche, prospections aérienne, inventaire et thématiques, sondages et fouilles programmées, en milieu terrestre, de montagne, minier ou subaquatique. Il semble important de souligner que les fouilles redondantes au long cours sont peu nombreuses, à l'exception de quelques sites majeurs comme la Grotte Chauvet (Ardèche), Mandrin à Malataverne (Drôme), Molles (Allier), Mont-Châtel à Val-Revermont (Ain) ou les *oppida* arvernes (Puy-de-Dôme). Beaucoup d'opérations sont au contraire structurées de manière à aborder le territoire dans sa composante spatiale sur une chronologie ou une thématique précise, dans une optique de publication rapide et se concrétisent souvent sous la forme de PT ou de PCR, à l'image du travail sur les sites de l'âge du Bronze dans le sud de l'Auvergne, sur la nécropole antique des Martres-de-Veyre (Puy-de-Dôme), du projet de publication de la *villa* du Palais à Châteauneuf (Drôme), de la mise en relation du paléoenvironnement et des occupations de la rive nord du lac d'Annecy (Haute-Savoie) ou de celui des lithotèques.

Les publications ont fait l'objet d'un travail considérable du service, passant de 7 à 15 projets. Cet effort repose sur la conviction que l'achèvement de l'opération passe par la publication et par le renforcement des structures de publications régionales. Aux *DARA* désormais bien établis, dont 5 volumes ont vu le jour durant la mandature de la CTRA, est venue s'ajouter une collection de l'université de Clermont-Ferrand (*Terra Mater*, éditions des Presses de l'université Blaise-Pascal, en capacité de porter rapidement des publications régionales auvergnates), et l'implication accrue du service dans les comités de rédaction des revues

interrégionales nombreuses sur le territoire (*Revue archéologique du Centre de la France, Revue archéologique de l'Est, Documents d'archéologie méridionale, Revue archéologique de Narbonnaise*). Enfin un suivi plus rigoureux des avis de la CTRA sur les RFO permet de revenir plus systématiquement vers les responsables d'opération pour travailler avec eux au montage de projets de publication. Parallèlement à ce soutien fort à la publication des résultats de la recherche, le SRA s'est engagé dans la collection d'ouvrages gratuits de la Drac "Patrimoines en Auvergne-Rhône-Alpes", à travers un ouvrage sur les grottes ornées de l'Ardèche et un autre sur les fouilles du site fortifié du haut Moyen Âge du Mont-Châtel à Val-Revermont, tandis qu'un troisième est prévu en 2021 sur les sites palafittiques préhistoriques de Savoie et Haute-Savoie.

Pour ce qui est de **l'archéologie préventive** le flux des dossiers reçus par le service est très lié à l'évolution de la conjoncture. Le nombre de diagnostics prescrits s'établit entre 401 et 533 opérations, pour un total de 12,8 millions de m² prescrits en 2019, contre 7,3 en 2020. Aux années de forts flux correspondent des années de forte charge de travail pour les agents prescripteurs et de tensions pour les opérateurs, avec constitution de stocks importants et rallongement des délais d'intervention. Les années suivantes doivent amorcer une décrue.

Pour les fouilles, la variation du nombre d'opérations prescrites va de 46 à 62, soit 25 %. Cette donnée est tributaire de l'apparition de grands chantiers, qui impactent parfois assez lourdement le service, à l'image de l'élargissement de l'A 75 dans la région clermontoise, qui a provoqué cinq importants chantiers de fouilles prescrits en 2018. Ces variations sont également parfois sensibles à l'échelle d'un département, comme la Loire en 2019, et entraînent de fortes contraintes en matière de contrôle scientifique et technique.

La chronologie de ces fouilles se concentre sur la Protohistoire, l'Antiquité et le Moyen Âge, avec une grande majorité d'opérations portant sur des occupations rurales ou villageoises. L'approche de territoires sur une grande échelle, à l'image des opérations successives du Parc industriel de la Plaine de l'Ain (Ain) ou de la fouille de Clermont-Ferrand/Pontcharaud (Puy-de-Dôme), révèle une lecture du paysage et de ses modalités d'exploitation et d'occupation sur le temps long. En ville, le chantier de l'Hôtel-Dieu à Clermont-Ferrand participe du même mouvement avec 1,4 ha fouillés d'un seul tenant pour la première tranche, au cœur de la ville antique et l'établissement de soin moderne. Ces approches renouvellent notre perception du territoire.

Quelques chiffres

Année	Diag/CCS	RFO	Programmées	Publications	Informations	ZPPA	Total
2017	46	12	118	7	5	0	188
2018	61	57	121	6	8	2	255
2019	47	40	120	11	10	0	228
2020	62	22	116	15	4	0	219



Fouille programmée de l'abri de la Grande-Rivoire à Sassenage (Isère). Resp. A. Angelin (Paléotime, UMR 5608 TRACES). Cl. K. Gernigon DRAC

Activité du service

Année	Dossiers reçus	Diags prescrits	Fouilles prescrites
2017	3653	431	69
2018	3711	488	81
2019	3843	533	65
2020	3183	401	91

Perspectives

Les perspectives scientifiques pour les 4 ans à venir sont marquées en premier lieu par quelques grands chantiers de publication. Plusieurs opérations de préparation de publication menées ces dernières années vont déboucher sur des aides à l'édition, qui devraient permettre la sortie de la seconde monographie des fouilles de Charavines (Isère), de la *villa* du Palais à Châteauneuf-sur-Rhône (Drôme), des premiers résultats des fouilles de la grotte Mandrin (Drôme) et de fouilles préventives anciennes (site chasséen de Saint-Paul-Trois-Châteaux, Drôme) ou plus récentes (Clermont-Ferrand, quartier de Fontgiève et Gare routière) et deux atlas topographiques, le volume 2 de *Lyon antique* et *l'atlas de Clermont-Ferrand*. Un projet de publication de l'ensemble des corpus céramiques de l'âge du Bronze de la Drôme devrait aboutir.

De nouvelles opérations de préparation de publication ont été engagées, sur le site paléolithique du Blot à Cerzat (Haute-Loire), sur le gisement néolithique de la Baume de Ronze (Ardèche), sur le sanctuaire antique de Gergovie à La Roche-Blanche (Puy-de-Dôme), les fouilles de l'oppidum de Gondole à Cournon (Puy-de-Dôme). Corent devrait voir sortir un bilan très important. Enfin, le PCR Trachyte (Puy-de-Dôme) devrait lui aussi aboutir à une publication.

Quelques passifs récurrents, en raison de rapports en souffrance, notamment trois chantiers de Lezoux, doivent être réglés avant le départ à la retraite du responsable d'opération. Un échancier est établi et des moyens sont mobilisés pour y parvenir. Le rapport d'Aurillac Saint-Géraud (Cantal) est en cours d'achèvement lui aussi.

En matière de perspectives de développement scientifique, plusieurs nouvelles opérations de fouilles semblent prometteuses et devraient marquer le développement de la recherche régionale. La fouille franco-allemande de Châtelperon (Allier), par R. Angevin et H. Floss, devrait permettre d'ouvrir un chantier de Préhistoire sur le long terme, tout en revisitant l'histoire d'un chantier éponyme incontournable pour la transition du Paléolithique moyen au Paléolithique supérieur. Les premiers sondages sur le site gravettien de plein air du Mas Aguilhon à Saint-Marcel-d'Ardèche semblent prometteurs. La fouille du rempart et des dépôts métalliques de la fin de l'âge du Bronze de Jenzat (fouille P.-Y. Milcent) devrait marquer la recherche sur les formes du pouvoir durant la Protohistoire. La poursuite de l'approche territoriale du sud de l'Auvergne à l'âge du Bronze, par l'approche funéraire avec A. Duny et par celle des sites de hauteur avec F. Delrieu, promet aussi des résultats réguliers. À Lyon, les premiers résultats de la fouille du Clos de la Visitation de la colline de Fourvière semblent prometteurs pour la période antique. Dans la Loire, le programme de recherche thématique

sur les Hautes Chaumes du Forez a débouché sur la fouille d'un site fortifié du haut Moyen Âge, la Regardière. Le développement d'un nouveau cycle des fouilles sur le site de Gergovie avec la participation institutionnelle de l'Inrap par la mise en place d'un chantier d'application est acté, alors que l'achèvement du cycle précédent (fouille de P. Jud) s'accompagnera de la publication très prochaine des résultats. Parallèlement à ces fouilles nouvelles, de nombreuses opérations continuent à s'inscrire dans la durée, avec des moissons de résultats significatifs, comme sur l'abri du Maras et à la grotte Mandrin pour le Paléolithique moyen, les sites fortifiés du haut Moyen Âge de Molles (Allier) et du Mont-Châtel à Val-Revermont (Ain), la fouille urbaine de l'église Saint-André à Vienne (Isère), les châteaux de Haute-Savoie et de l'Ain, dans le cadre du PCR "Fortifier les Alpes". Cela augure du maintien d'un dynamisme de la fouille programmée, malgré la fin prochaine, d'ici la fin du prochain mandat, de plusieurs opérations ayant marqué la recherche régionale, telles que l'abri mésolithique et néolithique de la Grande Rivoire à Sassenage (Isère) ou la villa antique de Saint-Romain-de-Jalionas (Isère). Le cas du site de Corent (Puy-de-Dôme) est plus compliqué à anticiper, un certain essoufflement de la recherche se manifestant, du fait de l'importance des résultats acquis à publier et d'un renouvellement générationnel des équipes.



Fouille programmée du site médiéval de la Regardière à Saint-Bonnet-sur-Coureau (Loire), découvert dans le cadre de la prospection thématique sur les Grandes Chaumes du Forez, en moyenne altitude. Resp. C. Mathevot (La Diana). Cl. K. Gernigon DRAC



Fouille programmée de l'abri du Maras (Paléolithique moyen) à Saint-Martin-d'Ardèche, (Ardèche). Resp. M.-H. Moncel (Muséum-UMR 7194). Cl. K. Gernigon DRAC

La recherche sur l'art pariétal préhistorique est à un tournant avec la fin programmée de la mission d'étude de la grotte Chauvet. Le potentiel d'étude reste considérable, mais reste handicapé par l'historique du comportement de l'ancienne direction de l'équipe avec la tutelle et avec la CTRA. La publication de l'atlas, longtemps promise et attendue, montre que ce programme fonctionne enfin normalement, mais seule la publication du volume des figures rouges ou de celui des figures noires serait à même de conforter l'équipe dans son souhait de poursuivre l'étude, au-delà de la durée de la lettre de mission en cours. Ces incertitudes

rendent d'autant plus importants les autres programmes, sur la grotte d'Ebbou en Ardèche et sur les abris holocènes du Rocher du Château à Bessans et du Trou de la Féclaz à Saint-Jean-d'Arvey (Savoie), afin qu'Auvergne-Rhône-Alpes reste incontournable dans la recherche sur l'art préhistorique.



Étude de la grotte Chauvet, Vallon-Pont-d'Arc (Ardèche).
Resp. C. Fritz (MSHS Toulouse). Cl. K. Gernigon DRAC



Étude de la grotte d'Ebbou, Vallon-Pont-d'Arc (Ardèche). Resp. B. Gély (SRA), mais pas visible sur la photo.
Cl. K. Gernigon DRAC

La présidence par la France en 2021 et 2022 du groupe de coordination internationale du bien sériel "Sites palafittiques préhistoriques autour des Alpes" attire l'attention sur la nécessité d'accentuer l'effort de connaissance et de recherche sur ces villages du Néolithique et de l'âge du Bronze, mais aussi sur les usages antiques et médiévaux des bords de lacs. Le projet de l'UMR ArAr d'obtenir une ANR sur le thème des espaces lacustres et fluviaux peut être un bon moyen de renouveler les équipes et les approches et de donner davantage de visibilité à ce patrimoine sensible, mais très méconnu régionalement. Cela répondrait en outre en partie à la nécessité de relancer les recherches sur le Néolithique.

Un autre axe de recherche à développer est celui relatif aux vestiges des franchissements de cols de haute altitude. La prospection thématique menée par E. Thirault (université Lyon 2, ArAr) sur des cols de Savoie devrait être élargie à la Haute-Savoie, grâce au soutien et à l'action de la conservation départementale, et élargie à l'inventaire, à l'étude et à la protection des rochers gravés.

Une attention particulière sera apportée à la mise en place d'une dynamique de recherche collective autour de Vienne antique et médiévale. Vienne (Isère) est un de ces exemples de thématiques de recherche trop longtemps accaparées par des chercheurs en concurrence les uns avec les autres et le renouvellement des générations doit être l'occasion de poser les bases de méthodes de travail collectives, à l'instar de ce qui a été brillamment réussi autour de Lyon antique. Le PCR sur l'atlas topographique de Vienne au Moyen Âge doit de ce point de vue être fortement soutenu et cet effort sera étendu à l'Antiquité, grâce à l'engagement du musée de Saint-Romain-en-Gal (Rhône).

Concernant l'archéologie préventive, l'accompagnement des phases post-fouilles des nombreuses opérations liées aux grands travaux (A75 et Clermont-Ferrand Hôtel-Dieu dans le Puy-de-Dôme, et A79-RCEA dans l'Allier), comme l'accompagnement de projets

d'aménagement urbains majeurs (tramway de Clermont-Ferrand), de grands projets photovoltaïques dévoreurs de surface, constitueront un important axe de travail. Les petits centres urbains, parfois redynamisés par les politiques publiques (petites villes de demain) et souvent riches d'un important patrimoine archéologique, comme Lezoux (Puy-de-Dôme), Mauriac (Cantal), Montbrison (Loire), Iznore (Ain) ou Alba-la-Romaine (Ardèche) demandent une forte implication avec les dossiers, qui conduisent souvent à une vision très partielle de la réalité des vestiges, à l'échelle de la parcelle. Leur suivi est cependant essentiel à la compréhension de la genèse de ces bourgs. De récentes découvertes fortuites pouvant avoir des conséquences importantes (comme à Villefranche-sur-Saône, dans le Rhône), montrent que les zones de présomption de prescriptions archéologiques doivent être revisitées pour permettre le suivi de ces agglomérations.



Fouille préventive de l'Hôtel-Dieu de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). Resp. C. Driard (Éveha). Cl. K. Gernigon



Fouille préventive (Éveha) sur l'A79. Cl. K. Gernigon

La mise en perspective des résultats scientifiques obtenus nécessite une forte implication du service afin de fédérer les opérateurs autour de projets communs. Enfin, le maintien d'une attention soutenue sur les territoires de marge, la moyenne montagne notamment très présente sur le territoire AuRApin mais peu impactée par l'aménagement, sera aussi l'occasion d'aller à la rencontre de secteurs peu ou pas explorés.

Politiques de la recherche archéologique en Provence-Alpes-Côte d'Azur : bilan et perspectives

Par Xavier DELESTRE

Conservateur régional de l'archéologie

Les objectifs pour l'archéologie provençale pour les quatre prochaines années tiennent compte du renouvellement générationnel et des enjeux territoriaux. Indiscutablement, cette région s'inscrit dans une mutation profonde avec des enjeux majeurs en terme de maintien des compétences scientifiques et une nécessaire réorganisation de l'archéologie au sein des collectivités de façon à mieux gérer les territoires en favorisant la création d'entités au sein des métropoles. Les réflexions entreprises par le musée d'Arles antique en vue de solliciter une habilitation pour intervenir dans le champ de l'archéologie subaquatique sont une excellente perspective à la fois pour la sauvegarde du patrimoine immergé mais également pour consolider les propositions de formation dans le cadre de MoMArch proposé par l'institut ARKAIA (Aix-Marseille université).

Pour l'heure, cette région conserve d'excellents atouts avec la présence d'unités de recherche à Aix-en-Provence, Marseille, Nice et l'installation d'outils partagés importants (dendrothèque et ostéothèque).

Données administratives

	2016	2017	2018	2019	2020
Sondages	22	34	28	22	19
Diagnostics	172	173	146	174	194
Fouilles préventives	27	27	146	174	194
Fouilles Urgentes	10	20	13	29	10
Prospections	33	31	17	18	18
Fouilles Programmées	20	16	18	17	8
Divers	10	24	32	53	28
Total	303	325	277	302	297

Entités archéologiques au 21/06/2021	
Alpes de Haute Provence	4624
Hautes Alpes	2640
Alpes Maritimes	3561
Bouches du Rhône	8616
Var	9162
Vaucluse	5940
Total	34 543

Recherche

Dans le domaine de la recherche, cinq axes majeurs seront développés en favorisant les travaux collectifs.

- Récolement des biens archéologiques mobiliers et préparations de publications. La réalisation de l'importante monographie des fouilles de l'*oppidum* d'Entremont dont la parution est prévue (supplément *Revue archéologique de Narbonnaise*) pour la fin de l'année 2021

s'inscrit dans cette logique, de même que la préparation d'un SIG dédié à la grotte Cosquer conçu à partir du relevé 3D. Le récolement des biens archéologiques mobiliers en lien avec la consolidation du schéma régional des centres de conservation et d'étude doit également s'inscrire parmi les priorités majeures : avec le musée de Marseille il concernera les données de fouilles des années 1990 pour des programmes de publications notamment sur le port antique. On peut également inscrire parmi ces priorités l'étude et la publication des séries céramiques tardo-antiques issues des fouilles d'Arles avec le partenariat du céramopôle d'Aix, l'achèvement des publications de fouilles plus anciennes comme celles de Lazer dans les Hautes-Alpes...



Arles, Pont de Crau RD 453. Fouille C. Landuré (MC)

- Le second champ d'intervention prioritaire doit prendre en compte l'érosion du littoral en lien avec l'évolution climatique. Les études géoarchéologiques pourraient être engagées dans le département du Var avant d'être étendues à toute la côte provençale. L'un des points à traiter est la menace que fait peser la montée du niveau de la mer et la nature de plus en plus violente des épisodes climatiques sur la conservation des sites archéologiques (cf. projet Alert sur la côte Atlantique). Parmi les problématiques à aborder : l'évolution du trait de côte, les relations Homme/Milieu, l'exploitation des ressources. Un appel à projet pourrait être lancé pour établir une cartographie précise avant d'initier des programmes de fouilles si besoin et la recherche de mesures conservatoires.

- Le troisième axe concerne l'archéologie subaquatique, en particulier le Rhône au niveau d'Arles et en amont pour lequel il est urgent de mettre en place une stratégie afin de mieux comprendre et anticiper les phénomènes d'érosion du fleuve. La consolidation de l'inventaire des épaves repérées afin de définir une stratégie d'interventions adaptées est aussi un axe à privilégier. Ces recherches doivent être menées avec le partenariat de géographes et géomorphologues. Cette collaboration permettra de définir un programme d'étude paléoenvironnemental avec la participation du CEREGE sur les carottages effectués ces

derniers mois sur l'emplacement d'un futur ouvrage d'art au Bacarès (Camargue). L'engagement des équipes du musée de l'Arles antique dans ce projet doit apporter une qualité d'intervention permettant la mise en place d'un processus continu de la fouille au musée.

- Le quatrième axe prioritaire est la poursuite des travaux en moyenne et haute montagne avec le lancement d'un appel à projet sur le territoire de la vallée des Merveilles dès lors que les infrastructures d'hébergement pour les équipes archéologiques seront opérationnelles. Le projet ayant pour finalité d'engager des travaux sédimentaires pour consolider la chronologie des gravures et les connaissances sur l'occupation des lieux.

- Le cinquième axe intéresse la Préhistoire avec une mise en synergie des travaux de recherche engagés depuis ces dernières années notamment au travers d'un projet collectif de recherche sur le bassin de Saint-Maximin (Var), des campagnes de fouilles programmées et des prospections dans la vallée du Jabron (Var) et un projet collectif régional étendu au territoire de la région PACA. Le lancement d'un programme d'étude de la grotte Cosquer devrait également s'inscrire dans cette même logique.

À la croisée de ces problématiques, plusieurs opérations alliant fouilles préventives et recherches programmées devraient se poursuivre, tout particulièrement sur le site de la bataille d'Orange, dont les résultats attendus sont d'une importance scientifique de portée internationale et, dans le même département, les travaux menés sur le théâtre d'Orange en lien avec les travaux de restauration.

À ces orientations doivent également s'ajouter la gestion d'une partie du territoire des Alpes-Maritimes fortement impactée par la tempête Alex. Ces recherches seront menées avec le concours actif du service archéologique de la Métropole Nice-Côte d'Azur.

Valorisation et diffusion des acquis

Le SRA poursuivra son soutien à des actions de communication très bien implantées sur le territoire régional, notamment les Journées de la Préhistoire à Quinson (Alpes-de-Haute-Provence).

Parmi les projets majeurs, à signaler après l'achèvement des fouilles du sanctuaire protohistorique de Roubion (Alpes-Maritimes) protégé aujourd'hui au titre des monuments historiques, la réalisation, en parallèle de sa restauration, d'un centre d'interprétation. Cet équipement de médiation culturelle doit faire partie d'un itinéraire patrimonial au sein du Parc national du Mercantour. Plusieurs projets d'expositions sont également envisagés par exemple dans les Hautes-Alpes, une exposition au musée-muséum de Gap sur les fouilles de la Bâtie-Montsaléon (Hautes-Alpes) et une présentation archéologique dans l'ancien archevêché d'Embrun (Hautes-Alpes) transformé pour partie en CIAP. En 2022, une exposition nationale consacrée au pillage archéologique doit se tenir au musée de Marseille avec un colloque international. Plusieurs rencontres (colloques et tables rondes) internationales sont également annoncées, sur la Préhistoire par comparaison avec les travaux réalisés dans le Var et par la tenue à Aix-en-Provence du colloque de l'AFEAF.



Fouilles de la Bâtie-Montsaléon (Hautes-Alpes). Cl. Inrap

La dynamique régionale des publications doit être consolidée par la refonte de la revue *Archéam* transformée en revue interdépartementale ouverte aux régions italiennes transfrontalières.

Parallèlement, le service conserve comme priorité l'archivage des données scientifiques et en particulier numériques dont le volume est aujourd'hui important et constitue une masse de données scientifiques inédites grâce aux relevés effectués sur différents bâtiments antiques et médiévaux mais aussi lors de survols Lidar.

Bilan 2017-2020 de la CTRA Sud-Est

Coordonné par Anne-Marie ADAM et Didier BAYARD

Membres de la CTRA, représentants au CNRA

Avec les contributions de Philippe LEFRANC, Peter JUD, Laudine ROBIN-ZIVANOVIC, Sylvie CROZIER-PÉTREQUIN, Sébastien BULLY, Jean-François GORET, Dave COXALL et Vincent MALIET

Membres de la CTRA

Considérations générales

La CTRA Sud-Est est issue de la fusion en 2017 des anciennes CIRA Sud-Est et Centre-Est, la première étant amputée de la région Languedoc-Roussillon qui formait pour le littoral et la basse vallée du Rhône le pendant occidental de la région PACA. La nouvelle interrégion en tire une physionomie assez différente, moins marquée par le littoral méditerranéen. Elle est composée désormais d'un ensemble relativement équilibré, mais hétérogène, de grands blocs territoriaux caractéristiques de milieux différents et porteurs de discours historiques autonomes : l'île de Corse, le littoral provençal et niçois avec son arrière-pays, l'ensemble de la vallée du Rhône jusqu'au lac de Genève, la totalité des Alpes françaises, se partageant entre moyenne montagne et haute montagne, l'Auvergne enfin, représentant la plus grande partie de la moyenne montagne du Massif Central, irriguée d'une certaine manière par la grande Limagne. Ce nouveau découpage territorial est à l'origine d'une grande variété de paysages et de contextes géographiques et climatiques qui influe nécessairement sur les problématiques régionales.

Son ressort couvre un espace correspondant à 20 % du territoire national métropolitain, et rassemblant également 20 % de sa population. Ces régions, largement ouvertes aux flux méditerranéens, ont accumulé au fil des millénaires un patrimoine archéologique exceptionnel, dont la richesse et la renommée leur ont valu de longue date une attention particulière des chercheurs et des pouvoirs publics, mais qui en font aussi aujourd'hui la source de convoitises de nombreux clandestins. La gestion de plusieurs dizaines de sites de renommée mondiale, parfois inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO comme la grotte Chauvet, le Lazaret, la Vallée des merveilles, Arles ou les sites palafittes, mais aussi la grotte Cosquer, les *oppida* d'Auvergne, les cités étrusques, grecques et romaines d'Aléria, de Mariana en Corse, de Marseille, Aix, Arles, Fréjus, Lyon, Vienne, s'avère un exercice délicat, parfois compliqué, y compris pour la commission : elle constitue d'ailleurs une lourde charge pour les services de l'État. Ces particularités expliquent bon nombre de caractères de l'activité archéologique interrégionale : en particulier le poids de l'archéologie programmée. L'activité préventive est répartie de manière très inégale selon les spécialités et les territoires. Elle se concentre principalement dans les grandes villes « historiques » et les milieux péri-urbains, le nord de l'interrégion s'illustrant par quelques projets qui impactent des superficies importantes.

Le fonctionnement de la commission

La commission est composée de dix experts qui, pour la quasi-totalité, siégeaient déjà dans les deux anciennes CIRA et qui disposaient pour une bonne part d'une expérience antérieure dans ce domaine. Six sont extérieurs à la région et résident dans le nord, l'est et le centre-est de la France, quatre résident et travaillent dans les trois régions de l'interrégion. Leur répartition inégale entre les différentes périodes est un choix délibéré destiné à faire face à la charge de travail. Il n'empêche que le nombre de dossiers instruits par chaque expert varie fortement en fonction de sa spécialité et de ses intérêts (entre 18 et 66 par an). Les travaux de la commission ont bénéficié de l'assiduité de ses membres et se sont déroulés dans un grand esprit de collégialité qui s'exprime d'ailleurs dans ce bilan très collectif. Les services

régionaux de l'archéologie ont veillé le plus souvent à confier les mêmes dossiers aux mêmes rapporteurs d'une année sur l'autre. Ces derniers ont été assistés au cours des quatre années du mandat par treize experts extérieurs sollicités ponctuellement pour éviter d'éventuels conflits d'intérêt ou pour traiter des dossiers spécifiques, concernant des sites singuliers, le plus souvent protohistoriques, des sites subaquatiques ou des épaves sous-marines. Certains ont été mis à contribution chaque année pour quelques dossiers très particuliers. La commission s'est réunie sept fois en 2017 et 2020 et huit fois en 2018 et 2019. Ses travaux ont bénéficié d'un secrétariat efficace, dont le travail assidu a permis de livrer et de faire approuver sans retard les comptes rendus de séance. Dernier point, elle était représentée au Conseil national de la recherche Archéologique par A.-M. Adam et D. Bayard.

En ce qui concerne le **nombre des dossiers examinés**, l'effectif total pour les quatre années et les trois régions s'élève à 1574 correspondant à 1398 sites ou opérations différents. La région ARA en a fourni à elle seule près de 60 % (890 dossiers, pour 822 opérations), devant la région PACA (511 dossiers, pour 440 opérations). On recense pour la Corse 173 dossiers, correspondant à 136 opérations. Le nombre de dossiers traités est demeuré relativement stable d'une année sur l'autre (370 examens pour 332 opérations en 2017 ; 396 examens pour 348 opérations en 2019 ; 387 examens pour 336 opérations en 2020). Seule l'année 2018 a connu une légère augmentation de ces effectifs, avec 421 examens de dossiers, correspondant à 382 opérations. Cet accroissement peut être imputé à une activité préventive plus soutenue cette année-là, bien marquée notamment dans la région ARA, mais constatée aussi dans une moindre mesure en PACA. Les conditions sanitaires ont bien sûr pesé sur le contenu des opérations menées en 2020, comme l'ont montré les sessions tenues début 2021.

Le poids des opérations programmées dans les activités de cette interrégion n'est plus à démontrer. Plus des deux tiers des dossiers concernent l'archéologie programmée. La proportion est même des trois quarts, si l'on s'en tient aux seules opérations en cours (hors examens de rapports finaux d'opérations de fouille programmée ou de fouille préventive). Les nécessités de la programmation ont obligé de ce fait à instruire 60 % des dossiers, voire davantage, lors des deux ou trois premières séances (pour 2017, 216 au cours des séances de mars et avril ; pour 2018, 258 examens entre février et avril, 253 durant la même période en 2019 et 254 en 2020). L'examen des dossiers d'archéologie préventive s'est trouvé étalé sur l'ensemble des séances, avec chaque année un pic en septembre, qui n'a rien de surprenant, au terme d'une lacune de près de trois mois. L'espacement des séances pendant les périodes d'été et d'hiver oblige d'ailleurs à faire examiner un certain nombre de propositions de fouilles préventives par un expert en inter-CTRA, son avis étant discuté et généralement avalisé lors de la séance suivante.

Missions d'expertise et visites de sites

Des experts ont été diligentés pour des missions particulières à neuf reprises : à Corte et à Aléria en Corse, au Crest, sur le tracé de l'A75, et à Lezoux, dans le département du Puy-de-Dôme, à Lyon, à Marseille et à Saint-Egrève dans l'Isère. La commission a pu en outre visiter quatre sites en cours de fouille, à Cébazat et à Gergovie dans le Puy-de-Dôme, à Sainte-Colombe, un quartier de la ville antique de Vienne, et à Venzolasca en Corse, ainsi que le site d'Aléria en cours d'aménagement, un exercice qui s'est avéré extrêmement précieux pour la connaissance du milieu et le suivi des dossiers.

Répartition du nombre de dossiers par grande période

La répartition des dossiers entre les principales périodes a présenté de façon récurrente un fort déséquilibre en faveur de l'époque romaine, d'une part, et du Moyen Âge et des époques moderne et contemporaine (MA/EMC) d'autre part, qui se partagent de manière sensiblement égale plus de 60 % des dossiers, en dépit de l'augmentation, au fil des années, des dossiers de Préhistoire ancienne. Le nombre de dossiers concernant l'ensemble de la Préhistoire dépasse désormais celui des âges des Métaux. La recherche en Préhistoire ancienne, et à un moindre degré pour le Néolithique, se pratique essentiellement dans le cadre programmé (respectivement 91 % et 70 % des dossiers), même si les apports de l'archéologie préventive à la connaissance des cultures néolithiques ont été manifestes au cours des quatre années. Les dossiers des âges des Métaux et du MA/EMC se répartissent à peu près également entre les cadres préventif et programmé (52 % et 48 %). Après une année 2018 en demi-teinte, la recherche programmée sur le Moyen Âge et les périodes moderne et contemporaine a pris de nouveau le pas sur les opérations préventives. La répartition pour les quatre ans est globalement similaire à celle des âges des Métaux (54 % pour la recherche programmée). On a constaté au cours des quatre années une poussée relative du nombre des dossiers préventifs pour l'Antiquité, qui traduit sans doute une activité soutenue dans ce domaine, mais masque aussi un affaiblissement de la recherche régionale programmée pour cette période. De manière un peu inattendue dans cette interrégion traditionnellement investie par la recherche programmée, les dossiers relatifs à l'Antiquité relèvent désormais principalement de l'archéologie préventive (62 % des dossiers sur les quatre ans). Dans le domaine de la recherche programmée, le mouvement observé depuis plusieurs années vers les projets collectifs de recherche ou les prospections thématiques, au détriment des projets de fouille traduit de réelles difficultés à réunir les moyens humains et financiers nécessaires à l'exploitation de sites parfois complexes, au mobilier pléthorique.

Répartition dans le territoire

Les opérations d'archéologie préventive se concentrent dans moins de la moitié des départements, dans les grandes agglomérations, spécialement à Lyon, à Marseille et Clermont-Ferrand, et dans les principales villes antiques au patrimoine exceptionnel : Aix-en-Provence, Arles, Fréjus, Vaison, Vienne... Il y a peu d'opérations de grande ampleur, en dehors des régions lyonnaise et clermontoise (Lyon Vaise, Sainte-Colombe, Clermont-Ferrand). L'archéologie préventive concerne également le milieu rural, certes de manière moins spectaculaire : on note en effet peu de grosses opérations d'aménagement, à l'exception de quelques zones d'activité que l'ancien service régional de Rhône-Alpes a tenté d'investir ces dernières années, comme le PIPA de Saint-Vulbas, au nord-est de Lyon, ou de quelques opérations routières : l'élargissement de l'A 75 en Auvergne et, en fin de mandat, les travaux de mise à 4 voies de l'axe routier dit RCEA, dans le département de l'Allier.

Autres particularités plus ou moins remarquables à signaler : la présence de l'archéologie minière qui se maintient, après une forte dynamique dans les années 1980, l'activité du Drassm qui apporte une contribution remarquable pour la connaissance des sites portuaires, fluviaux et littoraux de Provence et de Corse.

Problèmes relevés

Compte tenu de la charge des dossiers à traiter, le temps a manqué à la commission pour mener une réflexion de fond sur ses pratiques ou sur la pratique archéologique dans

l'interrégion, elle a eu l'occasion de s'interroger sur plusieurs points qui touchaient l'archéologie préventive : les méthodes et problématiques des diagnostics archéologiques et la formation de ses acteurs. Ce dernier point, qui n'est pas spécifique à l'interrégion, est rendu plus crucial par le vieillissement des cadres de l'Inrap et par la nécessité de préparer la relève de ses responsables d'opération.

Autre problème récurrent, la remise des rapports finaux des fouilles préventives. Il est certes difficile d'observer dans la durée d'un mandat de quatre ans la totalité du cycle des opérations préventives, mais le fort déficit des examens *a posteriori* par rapport aux examens des projets d'opération, en dépit d'une hausse sensible du nombre de rapports examinés au cours des deux dernières années, traduit une réelle difficulté pour une fraction des équipes à rendre le rapport final, au moins dans les délais impartis, spécialement pour l'Antiquité. Dans un tout autre domaine, a été soulevée également à plusieurs reprises la question de la place de la géomorphologie dans le déroulement des opérations et de son utilisation en adéquation aux problématiques archéologiques.

Concernant l'archéologie programmée, les conditions de son exercice posent également quelques problèmes :

- le problème des chantiers qui s'éternisent... ;
- le maintien, dans certains secteurs, de traditions de recherche de terrain, qui n'intègrent pas suffisamment les acquis méthodologiques récents (souvent issus de l'archéologie préventive). Cela se traduit notamment par la taille réduite des sondages qui sont encore trop souvent pratiqués ;
- la question soulevée par la présence de nombreuses petites opérations programmées entreprises par des étudiants (master/doctorat), souvent peu expérimentés, plus ou moins bien encadrés par leurs enseignants, et qui entreprennent ces opérations pour nourrir leur mémoire (avec des résultats souvent mitigés, à la fois sur le terrain et dans l'avancement de leur travail universitaire).

La question des publications

L'interrégion Sud-Est offre un tissu assez dense d'équipes de recherche dynamiques, avec notamment plusieurs UMR qui sont parmi les plus actives de France dans le domaine de l'archéologie métropolitaine, autour des sites universitaires de Lyon, Clermont-Ferrand, Chambéry, Aix-Marseille, Nice. Elle profite donc d'une forte implication des chercheurs régionaux, auxquels viennent s'adjoindre des chercheurs issus d'autres régions, attirés par l'importance historique des sites à étudier. On peut se demander si, en matière de publications, les résultats sont à la hauteur de ce fort potentiel.

Pour la période paléolithique, plusieurs demandes d'aide à préparation de publication ont été examinées par la commission, ainsi que deux demandes d'aides à l'édition, qui ont débouché effectivement sur la publication en 2018 et 2020 des ouvrages concernés (sur la grotte des Barrasses II à Balazuc et le site azilien des Gargailles à Lempdes). Il faut mentionner également la publication du premier volume de l'Atlas de la Grotte Chauvet. Pour le Néolithique, quatre demandes d'aide à la publication ont concerné des habitats dans la région ARA, notamment celui de Trémonteix dans le Puy-de-Dôme, dont la monographie est parue en 2020. En PACA, il faut saluer la publication rapide de la monographie de la fouille du site chasséen des Bagnoles à L'Isle-sur-la-Sorgue. Pour d'autres sites d'importance majeure, cette démarche de publication serait hautement souhaitable, par exemple la vaste nécropole de

type Chamblandes de Genevray à Thonon-les-Bains. Pour les âges des Métaux, peu de demandes ont été examinées (six entre 2016 et 2020), mais les ouvrages résultant de ces demandes sont effectivement parus (cinq sur six). On espère proche désormais la parution du premier volume de la monographie consacrée aux fouilles de l'*oppidum* d'Entremont.

Pour l'Antiquité, le nombre de demandes d'aide aussi bien pour la préparation des publications que pour leur édition n'est manifestement pas à la hauteur du potentiel interrégional (trois demandes d'AE et trois ou quatre demandes d'APP seulement), en dehors de la région clermontoise qui bénéficie de la présence de l'université Blaise Pascal et de la dynamique entraînée par l'atlas urbain. L'on attend la publication d'ensembles remarquables fouillés au cours de la décennie comme la fouille de la Verrerie à Arles ou le *forum* de Vaison, pour ne citer que deux exemples parmi d'autres. Il faut toutefois saluer un évènement important : la parution du volume 1 de l'atlas de Lyon consacré à la colline de Fourvière.

Pour les périodes médiévale et moderne, le nombre de demandes d'aide à préparation de publication (6 dossiers) ou d'aide à l'édition (4 dossiers) reste relativement modeste avec, notamment, des projets inscrits sur le long cours comme c'est le cas pour la monographie consacrée à l'abbaye de Cruas dont la parution est reportée d'année en année. La valorisation scientifique des résultats des fouilles du site minier de Brandes s'est poursuivie avec la publication en 2019 d'un ouvrage consacré aux vestiges exceptionnels en lien avec l'extraction et la transformation du minerai. On peut également mentionner la parution en 2018 du volume consacré au baptistère du Puy-en-Velay. Plusieurs publications sont en voie d'achèvement comme celle qui fera état des opérations réalisées sur le *Castrum* de Couzan, celle sur les travaux du PCR « La mort moderne et contemporaine à la lumière de fouilles récentes : les cimetières de La Ciotat et Marseille » et celle très attendue sur la synthèse des résultats des fouilles du site de Charavines avec une large place dédiée à la présentation du mobilier. Un projet d'ouvrage intitulé « Châteaux et fortifications en Haute-Provence : archéologie et histoire des possessions des Castellane » vise à produire une synthèse des travaux menés sur plusieurs sites castraux régionaux (sites du Castellet d'Allemagne, du château d'Esparron, de la Petra Castellana).

PALÉOLITHIQUE ET MÉSOLITHIQUE

Se reporter aux bilans annuels des années 2017 à 2019.

NÉOLITHIQUE

Au cours du mandat 2017-2020, 114 dossiers relatifs à la période néolithique ont été examinés en commission. Les opérations d'archéologie programmée sont majoritaires, avec 65 dossiers, inégalement répartis entre les trois régions : 37 en Auvergne-Rhône-Alpes, 17 en Provence-Alpes-Côte d'Azur et 11 en Corse. La répartition des opérations d'archéologie préventive, au nombre de 49, s'équilibre entre les deux grandes régions (ARA : 23 opérations, PACA : 24 opérations). La Corse, région où la recherche sur le Néolithique est presque entièrement tributaire des opérations programmées, se distingue par un très faible nombre d'opérations préventives. La recherche programmée joue également un rôle important en Auvergne-Rhône-Alpes (60 % des opérations).

En Auvergne-Rhône-Alpes, les avancées les plus significatives de la recherche s'inscrivent dans la thématique de l'archéologie funéraire des 5^e et 4^e millénaires av. J.-C. Dans la plaine de l'Ain, la mise au jour, lors de grands décapages d'archéologie préventive, d'enclos funéraires organisés en nécropoles, à Saint-Vulbas et à Saint-Jean-le-Vieux, pose la question du lien de filiation avec les « structures de type Passy » du Cerny, jusqu'ici documentées dans le Bassin Seine-Yonne et la plaine de Caen. Si l'assimilation des enclos de l'Ain à ce type de monument paraît évidente au niveau des caractéristiques architecturales, il semble exister un décalage chronologique non négligeable entre les manifestations du phénomène à l'ouest de son aire de répartition et sa manifestation la plus orientale. À Saint-Vulbas, les dates radiocarbone indiquent un fonctionnement des monuments entre 4200 et 4000 av. J.-C, soit plus d'un siècle après leur disparition dans le Bassin parisien où ils sont datés entre 4600 et 4350 cal BC. La mise au jour de céramique de type NMB dans les fossés de monuments similaires étudiés à Saint-Jean-le-Vieux « La colombières », a montré que ce type d'enclos funéraire était encore probablement en usage au Néolithique moyen II, hypothèse renforcée depuis par la fouille, en 2016, d'un nouveau monument, à Meximieux, bien daté entre 3646 et 3384 cal BC.

Toujours dans l'Ain, une nécropole constituée de 26 tombes rassemblant 56 individus, a été fouillée à Ambérieu-en-Bugey « Sous la Chaume ». Datée entre 4700 et 4500, elle s'apparente à la tradition Chamblandes classique, par la présence fréquente de petits coffres en bois, le dépôt des individus fléchis sur le côté gauche et la pratique de la tombe collective, mais s'en distingue par l'absence des cistes en pierre et l'orientation tête à l'ouest, caractères permettant de la rapprocher de la nécropole de Vertaizon « La Roussille », dans le Puy-de-Dôme, et de définir un des faciès périphériques du phénomène Chamblandes. En 2018, a été rendu le rapport de la fouille de Genevray Thonon-les-Bains (conduite entre 2004 et 2006), en Haute-Savoie, la plus vaste nécropole de type Chamblandes étudiée dans le bassin lémanique avec 229 tombes ; on regrettera qu'en 2021, aucune demande d'aide n'ait encore été déposée pour la publication de cet ensemble unique. Pour en finir avec les manifestations de la tradition Chamblandes, on mentionnera également la mise au jour, lors d'un diagnostic archéologique implanté le long de l'A75, de trois nouvelles tombes appartenant à la nécropole de Pontcharraud, vaste ensemble funéraire daté entre 4300 et 4000 av. J.-C. rassemblant à ce jour 113 individus, dont la reprise de l'étude permettra peut-être de mieux préciser, en la comparant à la nécropole de Vertaizon « La Roussille », un peu plus récente, le cadre de l'évolution des pratiques funéraires régionales au 5^e millénaire av. J.-C. Enfin, mentionnons, pour le 4^e millénaire, une petite série de crémations attribuées au NMB sur le site de Quincieux « Granges rouge », dans le Rhône, pratique funéraire encore très peu documentée, mais attestée dans le secteur de Vaise « Quai Sédaillan », ainsi que sur le site déjà mentionné de Meximieux (Ain). L'archéologie funéraire est également illustrée dans la région par les opérations de fouilles programmées et de prospections thématiques conduites en Ardèche, sur la montagne de la Serre. Les fouilles ont porté sur les dolmens de Beaulieu « Les Abrits » et de la « Combe de Bonne Fille », plus particulièrement, sur l'analyse de l'architecture interne des tertres, pour des résultats significatifs. Enfin, la commission a été saisie d'une demande d'aide à la préparation d'une table ronde, organisée à Aix-en-Provence, portant sur le thème « grotte et dolmens : relations entre sépultures collectives de la fin du Néolithique dans le sud de la France ».

La thématique de l'habitat a bénéficié des prospections subaquatiques du Drassm dans les lacs savoyards du Bourget, du Léman et d'Aiguebelette. On retiendra particulièrement les résultats obtenus sur la station de Beau-Phare, sur le lac d'Aiguebelette, où le plan quasi-

complet d'un village du 3^e millénaire av. J.-C., composé de maisons à deux nefs organisées de part et d'autre d'une allée centrale, ceint d'une triple palissade elliptique et desservi par un long chemin d'accès, a été relevé. Dans ce même secteur des lacs de Savoie, deux opérations de prospections avec sondages ont été autorisées afin d'étudier l'environnement archéologique terrestre des sites lacustres et tenter de préciser leur appartenance culturelle, objectif malheureusement non atteint. Une autre opération programmée s'intégrant dans une problématique proche – la caractérisation des groupes culturels installés en marge des secteurs d'occupation lacustre – consacrée à l'étude de l'occupation de l'arrière-pays savoyard et centrée sur l'exploration systématique des grottes de Salève (Haute-Savoie), n'a livré que des résultats de portée limitée. En Ardèche, à Baix, au pied des plateaux du Vivarais, a été étudié un habitat chasséen reconnu comme un habitat pérenne organisé autour d'unités domestiques, proposant l'antithèse qui manquait encore aux débats animant la recherche régionale, toujours dominée par les théories reconnaissant dans les sites de plaine de la rive gauche du Rhône (plaine de Montélimar) des lieux d'agrégations temporaires de communautés semi-nomades.

Nous pouvons également retenir parmi les résultats les plus significatifs, la découverte d'une longue maison du Néolithique final sur le site de Pérouges « La Cotette » (Ain), ainsi que, parmi les découvertes les plus surprenantes, la mise au jour à Corent, dans le Puy-de-Dôme, d'un grand bâtiment de plan circulaire typologiquement attribuable au type Auneau-Orval, mais dont l'attribution au Néolithique reste à confirmer, ainsi qu'un possible alignement mégalithique attribuable à l'horizon NMB, à Lyon « Rue Isaac ».

Les quatre demandes d'aide à l'édition examinées pour la région ARA concernent toutes des habitats, parmi lesquels : l'habitat néolithique de Trémonteix (Puy-de-Dôme), site ouvert aux influences Gord et Artenac et appelé à faire référence pour la fin du Néolithique en Auvergne ; l'aven de « la Baume-de-Ronze » en Ardèche, et enfin, les occupations, étudiées depuis de longues années à la « Grande Rivoire » à Sassenage (Isère) et à Bozel « Le Chenêt-des-Pierres » (Savoie).

Nous ne pouvons conclure sur les activités de recherche en ARA sans mentionner les travaux conduits en Ardèche et en Savoie sur l'expression graphique holocène, notamment sur le site du « Rocher du Château », à Bessans, où ont été réalisées des analyses extrêmement poussées des pigments, pour des résultats malheureusement, pour l'heure, encore non définitifs.

En PACA, les fouilles préventives conduites à Vernègues « Cazan », Trets « la Burlière », Fuveau « Château d'Arc », Senas « Bel Air », Bouc-Bel-Air, Cuges-les-Pins « ZAC Vigneaux » (Bouches-du-Rhône), Gap « Lachaud » (Hautes-Alpes) et Saint-Maximin-la-Sainte-Baume (Var), ont livré une masse de nouvelles données sur les structures d'habitat et les productions matérielles des étapes ancienne à finale des groupes néolithiques régionaux, notamment sur les assemblages céramiques de la première moitié du 5^e millénaire qui apportent un nouvel éclairage sur les groupes culturels ayant précédé le Chasséen régional. Les sites n'apparaissent cependant que peu structurés et l'architecture reste très peu documentée, à l'exception des bâtiments du 4^e millénaire de Vernègues-Cazan présentant des plans parfaitement lisibles.

Les nombreux diagnostics et les fouilles réalisés dans le paléo-poljé de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume (Var, 28 opérations entre 2002 et 2018) et dans la plaine de Trets (Bouches-du-Rhône) ont confirmé le très fort potentiel de ces deux secteurs pour toutes les périodes de la Préhistoire récente. Il faut saluer la mise en place, en 2020, du PCR « Sociétés humaines et

paléo-environnement dans la plaine de Saint-Maximin (Var) du Paléolithique à l'âge du Fer », dont un axe est consacré à la question des processus de peuplement pré- et protohistoriques du secteur, et encourager la mise en place d'un projet de recherche similaire dans la région de Trets.

L'apport de la recherche programmée est également remarquable, marqué par la fouille des niveaux du Chasséen D2 de la Grotte du Pertus II, à Méailles (Alpes-de-Haute-Provence), qui continue à livrer d'importants résultats sur les occupations saisonnières de montagne et sur la gestion des troupeaux d'ovins, ainsi que par la publication du site des Bagnoles à l'Isle-sur-la-Sorgue (Vaucluse), premier site attribué au Chasséen et au groupe de la Roberte décapé sur plus d'un hectare, connu des néolithiciens pour ses crémations chasséennes et ses vases peints.

Par le nombre des dossiers traités, l'archéologie funéraire en PACA reste un peu en retrait, mais la qualité des trois rapports d'opération examinés doit être soulignée : le mandat 2017-2020 a en effet vu la remise des rapports de la fouille de la sépulture collective du Collet-Redon (Bouches-du-Rhône), du site de Beyssan à Gargas (Vaucluse), célèbre pour ses stèles gravées et qui a fait l'objet d'une fouille de sauvetage urgent ayant révélé les vestiges de monuments funéraires démantelés et de crémations du 4^e millénaire, ainsi que la finalisation du dernier rapport de PCR sur les hypogées de Fontvieille à Arles (Bouches-du-Rhône). À signaler également, une demande d'analyse paléogénomique sur les restes humains du dolmen de l'Ubac à Goult (Vaucluse), dont l'objectif est d'affiner l'analyse du recrutement des sépultures collectives du Néolithique final méridional.

La région PACA bénéficie également de deux programmes de prospections thématiques portant sur l'exploitation des géomatériaux. Une prospection accompagnée de sondages consacrée au contexte des cristallières exploitées entre le Mésolithique et le Néolithique a été autorisée sur le plateau d'Emparis (Hautes-Alpes) et plusieurs campagnes ont été conduites sur les mines de silex du Vaucluse (secteurs de Goult et de Malaucène). Au regard des données accumulées et de l'ampleur de la tâche à accomplir dans ce vaste secteur géographique, nous espérons que le programme d'étude des minières du Vaucluse, aujourd'hui interrompu mais s'inscrivant dans le cadre d'un champ de recherche particulièrement prometteur, connaîtra d'autres développements sous une forme plus ambitieuse. On mentionnera enfin les nombreuses opérations de relevés d'art rupestre holocène autorisées dans les Alpes-de-Haute-Provence et dans le Var, qui mettent en œuvre des techniques de pointe et livrent des résultats de portée patrimoniale et scientifique de grande qualité.

En Corse, le mandat 2017-2020 a vu la finalisation de deux fouilles programmées sur les habitats Terrinien de Tegha di Linu II et de Saravalle ainsi que la mise en place, en 2019, d'une nouvelle opération sur le site d'A Petra, à L'Île-Rousse, site Cardial anciennement étudié, mais offrant encore un grand potentiel, notamment pour l'approche du peuplement le plus ancien de l'île. À Serra di Ferro « Basi », l'opération triennale 2017-2019 et la première année de la triennale 2020-2023 se sont attachées à l'étude des niveaux basiens, caractérisés par un très abondant mobilier – dont l'étude reste à réaliser – et par la présence de structures domestiques en place, parmi lesquelles une série de murs de pierres sèches matérialisant plusieurs unités d'habitation. La recherche sur les structures funéraires a quant à elle été marquée par mise en place d'une opération à Casalabriva « Contra Maio », sur un dolmen ceint d'un pérystalithe, que les premiers éléments recueillis permettent d'attribuer au 5^e millénaire. Surtout, et il s'agit d'une découverte particulièrement remarquable dans un

secteur géographique où les restes humains sont rarement conservés, les premières opérations conduites à Patrimonio « Catarelli », ont permis de mettre au jour les vestiges d'une sépulture plurielle (au moins trois individus identifiés à ce jour), attribuable à l'horizon Terrinien.

Sur le Plateau d'Alzu, à Corte, les campagnes de prospections thématiques conduites sur les gîtes de rhyolite, ont permis d'analyser l'intégralité d'une chaîne opératoire dirigée vers la production d'armatures de flèche au 3^e millénaire. Se sont également poursuivies les prospections et les analyses pétrographiques des gîtes de silex du bassin tertiaire de Perfugas, en Sardaigne, principal pourvoyeur de matériaux siliceux de l'île.

La région sud-est profite incontestablement d'une forte implication de chercheurs confirmés travaillant sur la Préhistoire récente, et nous soulignons avec satisfaction que les travaux examinés au cours du mandat, qui embrassent l'ensemble des thématiques propres à la période, sont en règle générale de très bon niveau. Pour ce qui relève des thématiques de l'habitat et de l'occupation des territoires, on soulignera particulièrement parmi les points forts, le dynamisme de nombreuses fouilles programmées, en cours ou en phase de publication, sur des sites faisant déjà référence dans la communauté des spécialistes, ainsi que la richesse des nouvelles données acquises lors des opérations d'archéologie préventive. Sur ce dernier point, nous insisterons sur la nécessité de développer, dans les secteurs présentant une forte densité d'occupation et ayant fait l'objet de nombreuses interventions conduites par différents opérateurs, des études pluridisciplinaires visant la production de synthèses (plaine de Trets). Le même constat s'impose à propos des études consacrées à l'exploitation des géomatériaux, qui bénéficieraient grandement de la mise en place de programmes ambitieux (minières du Vaucluse, exploitation de la rhyolite de Corse). Dans le domaine de l'archéologie funéraire, nous appelons également de nos vœux la mise en place de programmes de recherches susceptibles de rassembler l'ensemble des chercheurs impliqués, en Auvergne (les nécropoles de Pontcharraud et de Vertaizon et le phénomène Chamblandes), dans l'Ain (nécropoles monumentales) et en PACA (sépultures et dépôts des 5^e et 4^e millénaires). S'il faut enfin exprimer quelques inquiétudes, nous mentionnerons le retard accumulé par les études de mobilier sur les opérations d'archéologie programmée et surtout, remarque visant une série de rapports d'opération d'archéologie préventive, une tendance parfois marquée à surinterpréter les données en minimisant l'impact des phénomènes taphonomiques, dérive particulièrement visible dans les tentatives de restitution de l'organisation interne des habitats et des architectures domestiques.

ÂGES DES MÉTAUX

Au cours des quatre années de leur mandat, les experts protohistoriens ont examiné annuellement un nombre assez stable de dossiers, tous types d'opération confondus : 55 en 2017, 57 (pour 63 avis rendus) en 2019, 55 en 2020. Seule l'année 2018 a connu une augmentation temporaire du nombre de dossiers, à laquelle la période des âges des Métaux a contribué également, avec 72 dossiers traités (et 76 avis rendus). Les caractéristiques de leur répartition sont demeurées également stables au cours de ces quatre ans, avec, deux années sur quatre, un effectif équivalent d'opérations préventives et d'opérations programmées. En 2017 et 2020, on a compté en revanche un léger excédent du programmé, avec 31 dossiers pour 24 en préventif. Les disparités régionales que nous avons signalées chaque année ont perduré jusqu'en 2020. L'essentiel de l'activité d'archéologie préventive s'est concentré dans la région Auvergne-Rhône-Alpes, avec pour 2020, par exemple, l'examen de quatorze projets de fouille impliquant des vestiges des âges des Métaux, pour

trois seulement en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, auxquels s'ajoutent deux rapports de fouille préventive pour la première région, et un seulement pour la seconde. Pour la région ARA, les chiffres de cette dernière année du mandat sont clairement inférieurs à ceux des années précédentes (28 opérations préventives en 2018 et 24 en 2019), et même s'il faut rester prudent dans le maniement de ces chiffres sur une seule année, il semble donc que l'activité préventive ait un peu marqué le pas en 2020, ce qui doit être en partie une conséquence de la crise sanitaire, avec l'arrêt complet des chantiers archéologiques durant la période du premier confinement, entre mars et mai.

Dans les secteurs les plus méridionaux de l'interrégion, c'est depuis 2017 la recherche programmée qui l'emporte et ce déséquilibre s'est vérifié de nouveau en 2020, particulièrement marqué pour la Corse où l'effectif des opérations programmées a eu tendance à s'accroître régulièrement ces dernières années. Pour 2020, le nombre des projets insulaires est monté à dix, contre treize dans la région ARA, pourtant beaucoup plus vaste, et sept seulement en PACA. Une autre caractéristique de la Corse est que s'y maintient, dans le cadre de cette programmation, un nombre important de fouilles, alors que dans les autres régions, les projets collectifs de recherche sans intervention sur le terrain ou les prospections thématiques dominent. Ces fouilles, qui concernent en priorité des habitats perchés dans différents secteurs de l'île (vallée de la Gravona, Sartenais, Alta Rocca, golfe de Porto-Vecchio), ont permis de faire progresser de façon notable la connaissance des occupations de l'âge du Bronze et de l'âge du Fer en Corse du Sud, et particulièrement celle des formes d'architecture pour ces périodes. Par l'étude des mobiliers qu'elles ont fournis, ces opérations ont fait également progresser l'établissement des référentiels typo-chronologiques, notamment entre le Bronze ancien 2 et le Bronze moyen et récent, périodes où se mettent en place dans plusieurs secteurs des réseaux de fortifications. D'autres interventions, concernant des sites de l'âge du Fer (Cuciurpula, Cozza Torta), ont permis une approche de l'architecture domestique et de la structuration des villages.

Le dynamisme de l'archéologie programmée en Corse s'appuie également, depuis 2018, sur l'activité déployée autour du site d'Aléria. Parallèlement au PCR « Aléria et ses territoires : approches croisées » qui vise à une relecture de l'ensemble des données disponibles sur ce site et son environnement, se développent plusieurs projets de terrain qui compléteront les informations sur les nécropoles et les fortifications. Plusieurs interventions d'archéologie préventive sont venues enrichir encore la connaissance de ce secteur pour les périodes étrusque et romaine. Par ailleurs, la problématique des relations entre l'Italie tyrrhénienne et la côte orientale de la Corse, au cours des cinq derniers siècles avant notre ère (avec une présence étrusque, puis romaine précoce), a été abordée par plusieurs opérations préventives, notamment en 2019 à Vescovato, *Route du Stade*. Un habitat groupé et organisé montre un alignement de huit bâtiments sur poteaux porteurs et a fourni du mobilier d'importation étrusque. Il offre pour le moment le principal témoignage, en dehors d'Aléria et de ses environs immédiats, de cette fréquentation étrusque de l'île.

Dans le reste de l'interrégion, l'archéologie programmée pour les âges des Métaux cible également en priorité les habitats de hauteur, à travers quelques fouilles et sondages, mais aussi des projets collectifs visant à une reprise et à une relecture de la documentation existante, parfois associées à une nouvelle approche paléo-environnementale, comme le PCR sur le *Mourre de Sève* à Sorgues (Vaucluse) ou la prospection thématique coordonnée depuis 2018 par Fabien Delrieu dans deux vallées du Massif central, qui met à profit la richesse de la documentation archéologique, mais aussi le potentiel d'analyses d'un milieu riche en tourbières et zones humides. Ce projet collectif illustre une tendance générale de plus en plus

affirmée à considérer les sites perchés non plus seulement pour eux-mêmes, mais à travers leur insertion dans un environnement territorial et leur rôle dans la structuration de ce territoire. La relecture des données sur le *Mourre de Sève* déjà cité est, elle aussi, complétée par une approche territoriale qui fait appel aux résultats récemment fournis par plusieurs interventions préventives dans la plaine de Sorgues.

Aux opérations déjà en cours en Auvergne-Rhône-Alpes, pour certaines depuis plusieurs années, comme à Corent, à Gergovie ou à Larina, est venu s'ajouter en 2019 un nouveau projet collectif qui concerne le sud du département de l'Allier, autour des sites de hauteur fortifiés de Bègues et de Jenzat, où, à la problématique des sites perchés, se combine celle des dépôts d'objets métalliques, fréquemment associés au Bronze final à ces fortifications. La découverte à Jenzat, depuis l'été 2020, de plusieurs dépôts intacts et leur fouille en laboratoire permettront sans doute de renouveler la réflexion sur la composition et la fonction de ces assemblages d'objets métalliques à la fin de l'âge du Bronze.

Parmi les sites de hauteur abordés au cours des dernières années par l'archéologie programmée dans le quart sud-est de la France, il faut encore accorder une place à part au site de Roubion, *La Cime de la Tournerie* (Alpes-Maritimes). Situé dans le Parc du Mercantour, ce sommet, qui culmine à un peu plus de 1800 m, porte une construction monumentale, insérée dans une enceinte fossoyée hélicoïdale, qu'on peut interpréter à partir des résultats obtenus comme un ensemble cultuel. Ce site exceptionnel s'inscrit dans une réflexion sur les activités des populations protohistoriques dans les Alpes méridionales, autour notamment des ressources minières qu'offre la région, dont le potentiel est illustré par les travaux conduits non loin de là sur les mines de la Clue de Roua. Les liens entretenus par ces populations montagnardes avec les établissements grecs du littoral, dont Marseille, sont un autre aspect important de ces recherches. Dans un autre cadre d'intervention, les fouilles préventives qui ont précédé la construction d'une médiathèque dans le centre historique de Grasse (Alpes-Maritimes) ont fourni, au sein d'une riche séquence protohistorique totalement inédite, d'autres indices de ces relations entre la côte et les habitants de l'arrière-pays.

Pour en terminer avec les principaux acquis de l'archéologie programmée dans l'interrégion, on peut noter que le domaine funéraire est moins présent dans ces recherches, sauf dans le cadre du projet déjà mentionné qui concerne les vallées auvergnates de la Sianne et de la Sumène, riches en nécropoles tumulaires qui font l'objet de nouvelles campagnes de relevés et dernièrement d'un projet de fouille (à Espalem, en Haute-Loire). En zone alpine, la nécropole laténienne de Chens-sur-Léman, demeurée inédite depuis des fouilles déjà anciennes, est en cours d'étude.

Sur le plan géographique, parmi les résultats qui peuvent se dégager des dossiers examinés au cours des dernières années, il faut mentionner une meilleure visibilité des territoires alpins, même si l'activité archéologique est encore inégalement répartie entre les différents secteurs des Alpes françaises. Les Alpes du Sud, déjà évoquées, ont été plus traditionnellement investies par les chercheurs, souvent avec un volet paléo-environnemental fort, mais aussi avec le souci de ré-exploiter les données fournies dès le XIX^e siècle par le travail des érudits locaux. Sur l'ensemble des Alpes occidentales, les opérations en haute montagne restent rares (malgré l'intérêt toujours suscité par les questions de pastoralisme alpin et les opportunités offertes plus récemment par l'évolution des zones glaciaires). Mais quelques sites d'habitat de moyenne altitude ont pu profiter d'une activité sporadique d'archéologie préventive (comme à Isola, dans les Alpes-Maritimes, ou à Villarodin-Bourget, en Haute Maurienne). Ce sont surtout les abords et le littoral des lacs savoyards qui ont bénéficié d'interventions à la

fois programmées et préventives, permettant une réflexion sur les complémentarités entre sites d'habitat terrestres et stations littorales, comme à Chens-sur-Léman, ou encore à Épagny, à proximité du Lac d'Annecy. Les travaux de relevés en milieu lacustre ont été poursuivis, dans le cadre du suivi des palafittes inscrits au Patrimoine mondial de l'UNESCO. Malgré ce label prestigieux, la situation de ces vestiges, soumis aux modifications climatiques, est préoccupante et justifierait que des priorités d'étude et de sauvegarde soient clairement définies.

Parmi les secteurs géographiques, d'étendue variable, dont la connaissance a progressé à travers l'activité archéologique de ces dernières années, on peut mentionner, en région PACA, la plaine de Saint-Maximin (Var), où de nombreuses opérations d'archéologie préventive, depuis plus d'une décennie, ont mis en évidence une importante occupation des âges des Métaux (mais également des périodes antérieures). Un projet collectif de recherche se développe sur cette zone depuis 2020, dont il faut souligner la nécessité et l'intérêt, en relation là encore avec des considérations paléo-environnementales. Souhaitons qu'une recherche collective d'ampleur parvienne aussi à se structurer durablement sur une autre zone très fortement investie depuis quelques années par l'archéologie préventive : la plaine de l'Ain, où, de Saint-Vulbas à Pérouges, des vestiges funéraires et d'habitat, concernant surtout la Protohistoire ancienne, ont été perçus sur de grandes étendues. Les résultats obtenus ici font écho à ceux que fournit encore aujourd'hui, au nord de l'agglomération lyonnaise, la plaine de Vaise. Les réflexions de synthèse sur le secteur de Saint-Vulbas devront prendre en compte également le site de hauteur du *Camp de Larina* et ses abords, qui se situent sur la rive opposée du Rhône et ont certainement constitué dès la fin de l'âge du Bronze et à l'âge du Fer un pôle fort de la structuration territoriale.

Enfin la moyenne vallée du Rhône, au-delà du secteur de Montélimar dont on connaît depuis longtemps l'importance diachronique, a bénéficié à la fois d'une multiplication des projets de fouille préventive et d'un nouveau dynamisme de la recherche programmée, souvent à l'initiative de jeunes chercheurs dont on souhaite qu'ils puissent poursuivre leur activité. La question de la place de cette région dans les relations entre la Gaule méridionale et la Gaule interne se pose avec acuité pour l'âge du Fer (à partir du VI^e siècle avant J.-C.) et son traitement impliquera notamment qu'on démêle mieux les diverses influences qui se sont exercées sur ce secteur. Cela passe par une caractérisation plus fine des productions locales, à partir du mobilier des fouilles anciennes (comme celles du Pègue), aussi bien que des opérations récentes. Là encore c'est dans le cadre de projets collectifs, par le biais d'une mise en commun des compétences des chercheurs régionaux, toutes institutions confondues, qu'on peut espérer constituer ces référentiels.

Sur le plan chronologique, c'est l'âge du Bronze qui au cours de ces dernières années a fourni les résultats les plus remarquables dans toute l'interrégion. En Auvergne et Rhône-Alpes, les données pour le Bronze ancien ont continué à s'accroître, notamment sur le plan architectural, avec les grands bâtiments de plan standardisé découverts à plusieurs reprises dans la plaine de l'Ain (à Pérouges et Saint-Vulbas) ou encore à Lyon-Vaise, mais aussi au travers des vestiges funéraires, qui complètent les découvertes antérieures de grandes nécropoles dans le bassin clermontois. On souhaite que le PCR qui a démarré en 2019 sur la transition Néolithique-Bronze et le Bronze ancien en Auvergne et dans la vallée du Rhône, puisse connaître un véritable développement, car il correspond à un besoin de synthèse régionale. La même période est illustrée de façon originale par les découvertes de Salaise-sur-Sanne, *Les Petites Balmes* (Isère), où une probable aire d'activité artisanale est caractérisée, en

bordure d'un paléochenal, par des épandages de galets thermofractés, recouvrant des foyers et autres structures.

Le Bronze moyen a surtout donné lieu à des découvertes funéraires, comme à Saint-Vulbas où apparaissent alors les premiers enclos quadrangulaires dont l'alignement dessinera jusqu'au Bronze final l'axe directeur d'une vaste nécropole, complétée à l'âge du Fer par d'autres sépultures. Au Bronze moyen 2, on édifie également des monuments en pierres, par exemple à Lyon-Vaise ou à Veyre-Monton, *Le Douleix*, près de Clermont-Ferrand. La pérennité de ces espaces sépulcraux, la perméabilité des usages entre le funéraire et le cultuel, sont parfaitement illustrées par ce dernier site, fouillé au cours de l'année 2020. Au Néolithique moyen et final, remontent une série de pierres dressées, alignées selon un axe longitudinal, et une cinquantaine de foyers à pierres chauffées, disposés également de façon linéaire. Une plateforme en pierres, de forme ovale, a été érigée au Bronze moyen 2 et comporte une inhumation centrale à coffrage de blocs. D'autres sépultures s'échelonnent sur tout le Bronze final.

Les foyers à pierres chauffées qui caractérisent ce site, en grand nombre, dès le Néolithique (comme à Montélimar, *ZAC des Portes de Provence*, par exemple) constituent une vaste catégorie récurrente dans la Protohistoire interrégionale. Mis en évidence sur de nombreux sites au cours des quatre dernières années, ils sont particulièrement bien attestés entre la fin de l'âge du Bronze et le début de l'âge du Fer. Les découvertes récentes ont permis de constater une extension de l'aire de répartition de ces structures jusqu'à la Haute Auvergne (département du Cantal). Un dernier point digne d'intérêt pour l'âge du Bronze est la mise en évidence, entre 2018 et 2020, de plusieurs lieux où est attesté un artisanat métallurgique (dans les deux cas au Bronze final 1 et 2) : à Meyrargues (Bouches-du-Rhône), dans la basse vallée de la Durance, et surtout à Montélimar, *Rue du Bouquet*, où des structures d'atelier ont été identifiées.

Compte tenu de la richesse des résultats que nous venons de développer, on peut s'étonner que la part des âges des Métaux dans les dossiers de publications examinés par la commission reste assez modeste. Dans ce domaine, où 49 dossiers au total ont été traités sur quatre ans pour les trois régions, quatre seulement ont concerné des sites de la Protohistoire : les publications monographiques des sites provençaux d'Entremont et du Verduron et deux ouvrages évoquant des *oppida* d'Auvergne (les fortifications de Gergovie et les sépultures de chevaux de Gondole). En parallèle, les périodes du Paléolithique et du Néolithique ont généré chacune une huitaine de dossiers. Toutefois, si l'on ajoute à l'effectif des années 2017-2020, deux dossiers d'aide à la publication examinés en 2016 pour la région PACA, on constate que, sur les six ouvrages mentionnés ici, cinq sont effectivement parus (la thèse de Thomas Huet sur les gravures piquetées du Mont-Bégo, la monographie du site de la *Capelière* en Camargue, celle du Verduron et les deux publications auvergnates), ce qui constitue un score appréciable. S'y ajoute un nombre non négligeable, quoiqu'inégal d'une région à l'autre, d'articles monographiques.

ANTIQUITÉ

466 dossiers ont été examinés durant leur mandat par les trois experts chargés de l'Antiquité. La sollicitation de l'un ou l'autre par les services régionaux de l'archéologie a varié dans le temps en fonction des spécialités reconnues aux rapporteurs et de la possible implication de ces derniers dans les opérations examinées, tendant progressivement à une répartition

sélective des dossiers selon les domaines : domaine artisanal, milieux urbain ou rural, milieux insulaire, montagnard, subaquatique ou sous-marin... Ces quatre années ont connu une forte poussée de l'archéologie préventive, particulièrement en 2018. La part des dossiers préventifs examinés dépasse pour l'ensemble du mandat les 60 %. La répartition est plus équilibrée si l'on retient le nombre des sites ou des opérations correspondants. Il faut garder à l'esprit que les opérations préventives sont examinées au moins deux fois (161 examens de projets de fouille et 111 rapports finaux d'opération dont une part de fouilles réalisées au cours du mandat précédent). Même si les demandes d'opération programmée sont examinées chaque année, multipliant artificiellement leur nombre total, la rotation des opérations amène à un chiffre comparable (164). Il n'en reste pas moins vrai que l'archéologie préventive est devenue prépondérante dans l'interrégion par le volume des opérations et les moyens engagés et par ses apports souvent décisifs dans la plupart des domaines, même si ces apports tardent à être intégrés dans la recherche scientifique. Car ces résultats sont rarement publiés. En témoigne un nombre de demandes d'aide à la publication extrêmement faible, sans commune mesure avec le nombre de rapports finaux d'opération fléchés par la commission pour une publication, d'autant que certaines de ces demandes concernent uniquement des opérations programmées (huit demandes d'aide à la préparation de publication et quatre demandes d'aides à la diffusion). Il faut cependant signaler une autre façon d'exploiter les résultats des fouilles préventives dans un cadre programmé, le plus souvent sous la forme d'un projet collectif de recherche ou d'une prospection thématique, plus rarement par la reprise de fouilles par les mêmes équipes, comme à Lyon, au clos de la Visitation, ou sur la colline du Lampourdier à Orange, avec des résultats assez probants. Ces tentatives pour exploiter les opérations préventives les plus fructueuses montrent que la programmation régionale peut encore être un levier essentiel pour organiser la recherche sur l'Antiquité.

Le tableau général qu'il est possible de dresser de l'archéologie programmée au terme de ces quatre ans est d'ailleurs un peu moins alarmant que l'impression laissée par l'année 2018 (voir le bilan 2018), les deux années 2019 et 2020 présentant les signes d'un renouvellement. Mais les tendances de fond demeurent : l'essentiel des avancées dans le domaine de l'archéologie antique provient désormais des opérations d'archéologie préventive, même en Corse, où se maintient pourtant un réseau de fouilles programmées. Les interventions de terrain programmées ne constituent bien souvent que des opérations d'appoint visant à compléter des données acquises dans des opérations préventives. Il est devenu extrêmement difficile et compliqué de mener une fouille programmée suffisamment importante pour apporter des informations significatives que n'apporterait pas l'archéologie préventive. Ce constat explique deux tendances émergentes dans l'interrégion : un certain nombre de demandes de sondages correspondent en fait à des fouilles programmées conduites à une échelle réduite, malheureusement trop réduite pour embrasser l'ensemble d'un site ou d'une problématique, ce qui les expose à de fortes réserves de la commission. Les équipes universitaires ou les équipes mixtes constituées autour d'un site ou d'une problématique préfèrent s'investir désormais dans des PCR. Ces projets sont plus ou moins ambitieux, parfois disproportionnés par rapport aux moyens disponibles, menés de manière plus ou moins rigoureuse et disciplinée, ce qui se traduit par des projets à géométrie variable difficiles à évaluer d'une année sur l'autre. Certains doivent faire l'objet d'arbitrages successifs de la part de la commission avant de démarrer, d'autres s'éteignent progressivement sans donner lieu à un rapport final ou même à un état des lieux. La moitié seulement se poursuit sans encombre. Ils concernent souvent des villes ou des agglomérations secondaires, notamment Lyon, Aléria, Mariana en Corse, le port de Fos-sur-Mer, mais aussi des sujets aussi divers que l'exploitation

du trachyte en Auvergne ou la nécropole des Martres-de-Veyre. Le champ des quelque 325 opérations engagées durant ce mandat est très ouvert et intéresse aussi bien les milieux urbains et ruraux, les domaines militaire, artisanal, religieux ou funéraire, avec une nette prédominance pour les villes qui rassemblent la moitié des opérations.

L'archéologie des villes (axe 9). L'archéologie antique était dans l'interrégion Sud-Est, avant la modification de la carte des interrégions, d'abord une archéologie des villes. Elle l'est restée après, même si ce trait est moins marqué dans sa partie septentrionale, correspondant à la région Auvergne-Rhône-Alpes. Souvent mise en œuvre par des services de collectivité lorsqu'ils existent, cette forme d'archéologie est pratiquée en combinant des opérations programmées, fouilles ou sondages dans des monuments historiques ou encore des projets collectifs de recherche, et des opérations préventives généralement bien intégrées aux problématiques. Le PCR consacré aux atlas topographiques des villes de Gaule méridionale a joué un rôle moteur dans la diffusion de cette pratique. Créé en 1988, le projet initial qui était à vocation interrégionale a suscité un fort intérêt des chercheurs dans les années 1990-2000 en dépit de ses objectifs quelque peu démesurés, pour la rigueur de sa méthodologie et la dynamique de travail en commun qu'il a instaurée, mais aussi pour ses résultats. Trois atlas ont été publiés dans la décennie. Est-ce un effet générationnel ? Il était sans doute difficile de mobiliser autant de chercheurs expérimentés plus d'une décennie, qui est la durée minimale pour mener à bien un atlas de taille moyenne. De fait, la dynamique s'est quelque peu essouffée par la suite, même si le travail s'est poursuivi au moins jusqu'en 2016. Le rapport final de la dernière des treize autorisations triennales successives remis en 2015 fait un point détaillé qui permet de juger de l'état d'avancement des travaux dans les différentes villes impliquées dans le PCR (atlas d'Alba-Viviers presque terminé, huit feuilles terminées sur vingt-quatre à Arles, dix feuilles sur une trentaine à Nîmes qui faisait partie de l'interrégion Sud-Est avant 2017 et des données moins détaillées sur Orange qui devait compter seize feuilles, sur Valence et sur Antibes). Il est à noter que les deux principales agglomérations de la région PACA, Marseille et Nice, un moment pressenties, sont restées en dehors du mouvement. Les acquis de ce programme interrompu (éteint par épuisement ?) sont considérables et ne se résument pas aux trois volumes publiés. La démarche a inspiré de nombreux chercheurs en France, notamment dans la région voisine d'Auvergne-Rhône-Alpes, à Lyon et à Clermont-Ferrand. Il en a résulté un PCR consacré à l'atlas de Lyon établi en 2001 suivant la même méthodologie. Le premier des trois volumes de l'atlas de Lyon, consacré à la colline de Fourvière, a été publié en 2018. Le second, dévolu à la presqu'île, est en cours depuis cinq ans dans le cadre d'un PCR et devrait aboutir d'ici un ou deux ans. L'atlas de Clermont-Ferrand est considéré lui aussi comme pratiquement terminé depuis plusieurs années. Il est à espérer que les auteurs trouvent la disponibilité et les moyens nécessaires à la publication d'une documentation particulièrement volumineuse. Il est notable que dans les deux cas la coordination du PCR a été assurée par des agents des services régionaux de l'archéologie, ce qui a peut-être garanti sa pérennité au-delà des aléas locaux. Il subsiste de ces expériences au long cours des publications marquantes pour les quelques villes qui ont eu la chance de voir aboutir ces travaux, Aix, Fréjus, Saint-Paul-Trois-Châteaux et Lyon-Fourvière, mais aussi, dans les autres villes, une documentation de qualité parfois considérable qui mériterait un autre sort que de rester confinée à quelques chercheurs locaux. Il appartiendra peut-être à une nouvelle génération de chercheurs de reprendre ces travaux, mais il est clair qu'ils n'y parviendront qu'avec une aide significative des organismes de recherche nationaux, notamment la SDA et l'Inrap.

Toujours est-il que depuis 2017 les programmes de recherche se sont bornés dans l'interrégion à l'étude d'un quartier ou d'un monument, le plus souvent dans le cadre de PCR comme dans le programme consacré aux théâtres de Fourvière ou de prospections thématiques comme à Vaison : inventaires des inscriptions des Voconces ou des murs et blocs architecturaux visibles dans les caves de la ville. Des programmes de restauration ou de mise en valeur de monuments antiques ont donné l'occasion de reprendre l'étude de ces ensembles prestigieux : le port antique de Fréjus et le théâtre d'Orange qui fait l'objet d'un réexamen détaillé par une équipe du CNRS depuis 2018. Il est à espérer que l'une ou l'autre des autres opérations de restauration initiées à Aix (jardin de Grassi), à Arles (l'enceinte et l'arène de l'amphithéâtre) ou à Orange sur l'arc de triomphe, donne lieu à des développements comparables. Si les fouilles programmées menées en milieu urbain indépendamment d'un projet plus vaste de type PCR se sont considérablement raréfiées au fil des années, il faut signaler l'aboutissement de deux opérations remarquables engagées précédemment, à Fréjus dès 2008, sur le site de La Butte Saint-Antoine, à l'emplacement de ce qui fut vraisemblablement la préfecture de la Flotte, et à Arles, sur le site de la Verrerie. La reprise de ce chantier ancien mené dans le quartier de Trinquetaille a produit entre 2014 et 2017 d'exceptionnelles peintures murales du II^e style et a apporté également des données du plus grand intérêt sur l'urbanisation précoce de ce quartier de la rive droite du Rhône. Le premier a reçu une aide à la préparation de la publication en 2018.

Dans la série des découvertes exceptionnelles faites à Arles ces dernières années, il faut dire un mot des explorations subaquatiques menées par le Drassm dans le lit du Rhône. Le fleuve s'est avéré au fil des prospections effectuées chaque année un dépotoir extraordinaire dans lequel ont été ensevelies au moins vingt-cinq épaves d'embarcations diverses, ont été déposés des centaines de mètres de tuyaux de plomb qui alimentaient les deux rives de la ville et où se sont déversés des dépotoirs contenant de nombreux objets en bois et fragments architectoniques sauvés des fours à chaux, spécialement du côté du faubourg de Trinquetaille. La dernière découverte en date est celle d'un dépôt de lingots et de pièces de monnaies et d'objets remarquables en métaux précieux d'époque constantinienne peut-être destinés à la refonte dans l'atelier monétaire voisin. Ces découvertes montrent à l'évidence l'opulence de la ville, spécialement dans l'Antiquité tardive, et font regretter en contrepartie le caractère inabouti de toutes ces recherches, que ce soit le travail sur la topographie urbaine, les fouilles menées sur Saint-Césaire dans les années 2010 ou sur le dépotoir de Trinquetaille, conduites dans le Rhône depuis 2007, sans compter le chantier de la Verrerie qui mériterait une publication. Il est certain que ces travaux bénéficieraient d'une réflexion collective à l'échelle de la ville. On rêverait d'avoir à examiner un projet qui soit à la hauteur des enjeux que soulèvent l'étude, l'exploitation et la conservation de ce site exceptionnel, mais est-il possible de regrouper des chercheurs aux intérêts aussi différents, de trouver les moyens en conséquence ? On pourrait sans doute dire la même chose de Vienne, du moins pour l'Antiquité, puisqu'un PCR vient de se constituer pour la Vienne du haut Moyen Âge, ou d'autres grandes métropoles.

Les petites villes sont nettement sous-représentées dans ce panorama. Des projets collectifs de recherche portant sur des villes moyennes, parfois assortis d'interventions sur le terrain, ont vu le jour ces dernières années, spécialement dans l'ancienne région d'Auvergne, avec des résultats mitigés. La plupart se sont interrompus sans avoir produit de données significatives. Un projet diachronique sur un réseau de villes de la vallée de l'Allier, dans le nord de la région, engagé en 2019 nécessitera sans doute quelques recalibrages avant de trouver son rythme : affaire à suivre... Plusieurs sites urbains de taille moyenne aujourd'hui

abandonnés, à Mariana et Aléria en Corse, à Olbia, près de Hières, ont également fait l'objet de projets collectifs de recherche. Le premier n'a malheureusement pu réellement démarrer, faute de moyens. Les deux derniers ont en commun de concerner des sites pré-romains ou à fortes composantes pré-romaines (respectivement grecs et étrusques), dégagés dans les années 1950 ou 1960 et disposant d'une documentation dispersée à remettre à niveau, et de rassembler des équipes pluri-institutionnelles dans lesquelles les chercheurs universitaires sont bien représentés. Dans les deux cas, les premiers résultats sont prometteurs.

Suite à la quasi-disparition des opérations de fouille programmée, l'archéologie préventive est devenue le véritable moteur des recherches sur les villes en apportant une matière abondante susceptible de renouveler les problématiques en jeu. Les découvertes ont été nombreuses et spectaculaires depuis quatre ans dans les principales villes de l'interrégion : à Lyon, Clermont-Ferrand, Marseille, Nice ou Vienne. Pour s'en tenir à la métropole des Gaules, après des décennies d'incertitude, l'on sait désormais grâce à la fouille de la place Abbé-Larue dont le rapport final a été examiné par la commission en septembre 2017, à quoi ressemble l'enceinte coloniale : une muraille de 1,80 m de large ponctuée de tours circulaires adossée à un rempart plus ancien de type *murrus gallicus*, probablement gaulois, ce qui ouvre des perspectives complètement nouvelles sur le cadre de la fondation. La découverte au clos de la Visitation d'un véritable arsenal dans une *domus* explorée d'abord dans le cadre d'une fouille préventive et désormais d'une fouille programmée, la seule de l'interrégion menée en ville, est un autre événement qui évoque inévitablement soit la bataille de Lyon de 197 soit la cohorte urbaine, voire les deux. Les fouilles préventives de la Maison Carrée et de la place de Fourvière confirment la présence d'un important monument au sommet de la colline. Ce sont trois exemples parmi d'autres. À Marseille, ce sont des témoignages de la cité grecque qui ont été retrouvés au sud du Vieux Port, sur les pentes de l'abbaye Saint-Victor, dans le lycée du Rempart et surtout le long du boulevard de la Corderie où a été mise au jour une carrière de la période classique et dans une moindre mesure des périodes hellénistique et romaine, dont la qualité de conservation et le caractère spectaculaire ont justifié un arrêté de protection au titre des monuments historiques. Plusieurs quartiers d'habitations ont été dégagés à Clermont-Ferrand, à Fréjus ou au sud de la métropole viennoise, sur la commune de Sainte-Colombe, apportant là encore de nombreuses informations nouvelles. À Arles encore, l'aménagement d'un hôtel dans les murs de l'ancien hôtel particulier de l'Arlatan a permis de dégager jusqu'à leur sommet et d'assurer la conservation des murs de la grande *aula* qui existait au sud des thermes de Constantin. C'est également à l'archéologie préventive que l'on doit la découverte la plus remarquable de ces dernières années en Corse, du moins en milieu urbain : celle d'un *mithraeum* dans la partie sud de la ville antique de Mariana, suite à l'aménagement d'une déviation destinée à éviter la Canonica, l'ancienne cathédrale. D'autres villes moyennes ont bénéficié dans une moindre mesure des apports de fouilles préventives : Antibes, Lezoux, Martigues, Digne, Sisteron...

Le reste des opérations se partage très inégalement entre le monde des campagnes qui est largement prépondérant, le domaine militaire qui constitue une particularité remarquable de cette interrégion et les domaines minier et artisanal, religieux et funéraire et, enfin, les opérations sous-marines qui sont une autre spécificité de l'interrégion.

Les campagnes antiques (axe 10) sont encore largement méconnues en raison d'une relative complexité due à la diversité des milieux dans cette interrégion et des modes d'exploitation qui en découlent et, d'autre part, d'une recherche programmée relativement peu développée et aboutie, en dépit d'avancées déjà anciennes sur les exploitations oléicoles et vinicoles dans les zones les plus méridionales. La partie nord de la région située en dehors de

la zone méditerranéenne au sens climatique du terme, moyenne vallée du Rhône, plaines de la Saône, de Limagne et du Forez, est à considérer comme une zone de transition où peuvent coexister différentes formes d'habitat, pour laquelle il est encore nécessaire de trouver les bons modèles, les bonnes comparaisons, notamment avec les régions plus septentrionales mieux connues de ce point de vue et avec les modèles urbains si proches et si prégnants... Que dire des zones de moyenne montagne ou de haute montagne très peu investies ?

La recherche sur les campagnes a longtemps été marquée par deux grands tropismes régionaux dont elle tend à s'extraire, mais qui réapparaissent çà et là : la recherche systématique des traces de centuriation y compris en dehors des frontières de la Narbonnaise qui occulte parfois les autres problématiques et la monumentalité des nombreuses *villae* palatiales qui parsèment cette région, qui impose pratiquement aux archéologues et aux instances de l'archéologie de s'attacher aux parties urbaines au détriment des parties agricoles et autres dépendances... Il en résulte une connaissance extrêmement déséquilibrée qui fait la part belle aux très grandes *villae* et à leur partie résidentielle, que n'a pu corriger la pratique de la prospection pédestre, très répandue dans la région ARA sous toutes ses formes (extensive, systématique...). Les quelques opérations programmées en cours concernent effectivement des ensembles qui ont été choisis avant tout pour leurs caractères remarquables : leur aspect monumental et leur gigantisme comme à Châteauneuf-du-Rhône, dans la Drôme ou à Saint-Romain-de-Jalionas dans le nord de l'Isère ou leur singularité, comme le complexe de Piantarella établi à l'extrémité méridionale de la Corse. Même la fouille de Panossas qui s'est intéressé à des installations agricoles n'échappe pas à ce constat en raison de la taille inhabituelle de la *villa* choisie. Il n'y a guère que la fouille de la petite ferme de Mare Stagno, à Aléria, qui apporte une image un tant soit peu représentative des formes d'exploitation les plus courantes, en l'occurrence celles de la plaine orientale de la Corse. L'exploration de ces très grands complexes souvent stratifiés se heurte inévitablement à la limite des moyens disponibles et aboutit rarement à une vision générale claire des sites. Conscients de ces limites, les chercheurs ont commencé à recourir ces dernières années à des méthodes de prospection géophysiques, susceptibles de livrer dans les cas les plus favorables des images compréhensibles de ces complexes, mais à une échelle encore insuffisante pour apporter des résultats significatifs.

L'ancienne région d'Auvergne s'est distinguée en matière de prospections à grande échelle par la réalisation de couvertures Lidar qui ont été mises à la disposition des archéologues. L'exploitation de ces données, notamment dans la forêt de Tronçais dans le cadre d'un PCR, devrait faire avancer de manière significative nos connaissances sur l'organisation et l'occupation de l'espace rural, à l'instar de ce qui a été fait dans les régions plus septentrionales de Bourgogne ou de Lorraine, du moins si elle se poursuit jusqu'à son terme. L'opération s'est en effet interrompue en 2019.

L'apport des fouilles préventives dans ce domaine est essentiel, même s'il est difficile à évaluer, tant il est dispersé entre de multiples champs d'intérêts (fragments de *villae* palatiales à Anse ou à Sérézin du Rhône, simples *villae* à Messimy, Quincieux, petites fermes dispersées dans l'emprise du PIPA et dans bien d'autres chantiers, habitats ruraux semi-groupés comme à Gemenos, entrepôts routiers à Fréjus, nécropoles et tombes isolées...). L'investissement dans le suivi systématique des zones d'aménagement qu'ont entrepris les services régionaux de l'archéologie depuis deux décennies commence à porter ses fruits. C'est particulièrement net pour le parc industriel de la plaine de l'Ain (PIPA) qui livre petit à petit, au fil des opérations, une image cohérente d'un paysage rural fait de petits établissements fossoyés disséminés au gré des chemins dont on suit les fossés latéraux. C'est moins perceptible pour nombre de ZAC

et de lotissements qui n'offrent que des fragments de sites difficilement interprétables. Mais la probabilité aidant, plusieurs fouilles réalisées au sein de ZAC ou de projets routiers comme l'A79 ont permis de dégager des établissements ruraux dans leur totalité ou presque, comme à Messimy, où l'on suit les transformations d'une grande ferme gauloise en une *villa* avec un état de la fin de la période républicaine aux caractères étonnamment romanisés. Il reste cependant à faire connaître ces découvertes par des publications, à en mesurer les apports en tentant de les interpréter le plus rigoureusement possible, sans surinterprétation ou idées préconçues et à les intégrer dans une réflexion générale qui peine encore à trouver ses formes et ses acteurs. Le bilan du PCR sur le sud-est Lyonnais qui tentait d'exploiter ce type de données parcellaires à une échelle régionale constituait un jalon intéressant dans cette perspective, une initiative qu'il serait opportun de renouveler pour d'autres régions.

Cela dit, il subsiste une grande lacune, la montagne qui occupe pourtant une bonne part de l'interrégion. Les recherches programmées sont restées extrêmement réduites et localisées dans ce domaine pendant ces quatre ans. On ne peut guère citer que les prospections thématiques conduites dans les Hautes Chaumes du Forez. La question se pose particulièrement en Corse où elle se double avec celle du maintien d'un habitat indigène aux cotés des exploitations agricoles de la plaine orientale. Trois opérations préventives ont permis d'apporter quelques données sur ces habitats groupés que l'on hésite à qualifier de villages, deux sur « l'agglomération » de Venzolasca, qui domine la plaine orientale et à Vico, sur la côte occidentale, au pied du complexe de Sant'Appianu de Sagone. Les premières données recueillies sur ces deux sites ouvrent des perspectives prometteuses qu'il conviendra d'étoffer au gré des opérations à venir...

Le domaine militaire a fourni au cours de ces quatre années des informations de premier ordre sur la castrametation et les fortifications en usage à la fin de la République, en raison notamment d'une excellente complémentarité des recherches programmées et des fouilles préventives. Il est illustré par trois sites compris dans une plage chronologique d'un demi-siècle, de l'extrême fin du II^e au milieu du I^{er} siècle avant notre ère. Deux sont liés à des événements célèbres de l'histoire romaine, la bataille d'Orange qui vit l'anéantissement de deux armées romaines par les Cimbres et les Teutons en 105 avant notre ère et la bataille de Gergovie en - 52, généralement considérée elle aussi comme une défaite de l'armée romaine. Le troisième site correspond à cinq camps militaires de grande taille qui se sont succédé sur le plateau de Lautagne, au sud de Valence, au cours de la première moitié du I^{er} siècle avant notre ère. Découverts dans les années 1990, ils ont commencé à être explorés extensivement dans le cadre de deux fouilles préventives réalisées indépendamment de 2013 à 2015. Il est à noter que les deux opérateurs ayant exécuté ces fouilles ont pu se rapprocher pour livrer les résultats préliminaires de leurs travaux au cours d'une table ronde dédiée aux occupations militaires de la fin de la République en 2017 (parue en 2018). Les rapports finaux ont été examinés en 2019, permettant de juger de la qualité des données récoltées sur ces installations, notamment les nombreux fours à pain qui constituent une manifestation récurrente de ces occupations militaires, et sur le mobilier très caractéristique.

L'identification de l'un des lieux de la bataille d'Orange sur la colline du Lampourdier à partir d'un abondant mobilier numismatique collecté par un prospecteur local est à l'origine d'un PCR qui a débuté en 2015 et qui s'est poursuivi depuis, moyennant plusieurs reconfigurations. La réalisation d'une fouille préventive sur une partie du sommet menacée par l'extension de la carrière qui a déjà largement entamé la colline a apporté des éléments décisifs en faveur de cette identification : concentrations de galets alignées le long d'un rempart, mobilier numismatique abondant, restes humains et équins retrouvés pêle-mêle dans plusieurs fosses.

Le programme s'est poursuivi avec l'exploration des pentes de la colline à l'aide de sondages et de fouilles ponctuelles. La question de la localisation de la bataille a connu un rebondissement en 2020 avec la découverte inopinée dans le cadre d'une fouille préventive de « charniers » de restes humains et équins mêlés dans un fossé ou de grandes fosses sous une nécropole d'époque romaine, dans la banlieue sud d'Orange. Les travaux menés depuis plusieurs années sur les camps césariens de Gergovie, sous la forme de prospections géophysiques extensives et de multiples diagnostics et de quelques fouilles préventives permettent de vérifier et de corriger au besoin le résultat des recherches du second Empire et de mieux appréhender l'ampleur des fortifications établies au pied de l'*oppidum*.

Les recherches sur les mines et sur l'artisanat antiques (axe 12) sont peu développées, comparativement à d'autres périodes, en dépit d'un potentiel considérable. Seule l'Auvergne fait l'objet épisodiquement de projets de recherche plus ou moins suivis sur les matériaux de construction en pierre, basalte et trachyte, ou sur les mines. Ces derniers se sont limités pendant ce mandat au district minier du Puy d'Argentière (commune de Blot-l'Église) où ont été conduites des prospections thématiques accompagnées de sondages plus ou moins étendus, notamment dans l'agglomération antique des « Terres Noires ». Ces recherches ont livré des témoignages variés des travaux d'extraction et du traitement du minerai dans l'agglomération, elles ont également révélé la présence de pierres semi-précieuses qui étaient également extraites de ces mines. Une publication de ces résultats devrait suivre les dernières études en cours.

La question de l'artisanat est dominée dans cette région par les ateliers de potiers de Lezoux. La gestion scientifique et patrimoniale de cet extraordinaire complexe dispersé sur l'ensemble de la commune a posé de nombreux problèmes aux autorités ainsi qu'aux chercheurs, en particulier lors des premières fouilles préventives menées avec des moyens financiers largement insuffisants pour faire face à des volumes considérables de mobilier. Les principaux chercheurs impliqués dans ce site ont tenté de solder le passif des fouilles anciennes dans le cadre d'un PCR partiellement financé par l'Inrap. Mais les difficultés rencontrées ces dernières années pour rassembler des moyens à la hauteur n'ont visiblement pu être surmontées en dépit des efforts du SRA et de la commission pour donner vie à ce projet. Des progrès ont été accomplis en revanche et sont à espérer dans un avenir proche dans la connaissance de ces ateliers grâce aux opérations d'archéologie préventive qui se sont multipliées ces dernières années en périphérie du centre-ville actuel. En témoigne la fouille de la médiathèque qui est parvenue à maîtriser la question du mobilier pléthorique, il faut le signaler, et qui a permis d'observer dans toutes leurs composantes plusieurs ateliers participant à l'un des groupes de production de la sigillée. Mais ce nouvel apport de données repose la question de leur exploitation scientifique par des acteurs qui ne faisaient pas partie du PCR existant. Il est fort probable que cette question sera un des sujets du prochain bilan de la commission.

Le domaine cultuel (axe 6) est lui aussi très discret, comparativement à d'autres périodes comme le Moyen Âge ou à d'autres interrégions. Il n'est abordé ici que par le biais d'autres recherches, menées par exemple sur les villes, comme à Olbia, sur les sanctuaires urbains et extra-urbains, ou opportunément à l'occasion de travaux de restauration, au sommet du Puy-de-Dôme, par exemple.

Les recherches sur le domaine funéraire (axe 7) sont presque toutes initiées par des fouilles préventives et souvent effectuées en totalité dans le cadre préventif. Il n'est pas rare de rencontrer des vestiges de sépultures dans les diagnostics. Elles font assez systématiquement l'objet d'une prescription de fouille. Ces dernières sont généralement bien exécutées, avec

des personnels compétents. Les résultats de ces opérations très dispersées sont rarement mis en valeur et mériteraient sans doute des mises en concordance au sein d'études régionales par exemple. Il est plus rare de rencontrer de plus vastes nécropoles. Trois ont pu être reconnues dans de vastes proportions, à Lyon, place Eugène Wernert où 839 sépultures ont été mises au jour, à Aléria, en Corse où a été identifiée la première nécropole de la ville en usage à l'époque romaine au lieu-dit Lamajone. La durée de fonctionnement de cette nécropole fondée au IV^e siècle avant notre ère et la richesse de certaines tombes en font une découverte majeure. La troisième nécropole forte de près de 1000 sépultures a été reconnue en marge de l'agglomération secondaire de Saint-Vulbas et fouillée en plusieurs tranches dans le cadre du PIPA. La plupart de ces opérations, actuellement en cours d'études, devrait pouvoir être évaluée au cours du prochain mandat de la CTRA. Plusieurs PCR ou projets de publications concernent des opérations anciennes, comme le PCR sur les sépultures des Martres-de-Veyre célèbres pour leur exceptionnel état de conservation, qui a permis de relocaliser les différentes zones de fouille, l'étude d'une nécropole tardive fouillée anciennement à Pardines, dans le Puy-de-Dôme ou encore le projet de publication de la nécropole du Cagnet-des-Maures, une fouille des années 2007-2008.

Les littoraux provençal et corse font l'objet depuis toujours d'une attention particulière du Drassm dont le siège est à Marseille. Il a conduit jusqu'en 2019 un très ambitieux projet collectif associé à une formation spécialisée sur l'archéologie subaquatique dans le cadre du master Momarch de l'université d'Aix-Marseille centré sur l'étude des installations portuaires de Fos-sur-Mer (**axe 13**). Les autres opérations menées depuis 2017 sur des épaves ou des sites antiques sont beaucoup plus modestes et se résument le plus souvent à des prospections dont l'intérêt est loin d'être négligeable, mais qui mériteraient peut-être d'être mieux coordonnées. On pense en particulier aux prospections menées au débouché du delta du Rhône, aux Saintes-Maries-de-la-Mer.

MOYEN ÂGE, ÉPOQUES MODERNE ET CONTEMPORAINE

Les périodes médiévale et moderne se signalent par un nombre élevé d'opérations programmées : elles prédominent dans les trois régions sur les dossiers d'archéologie préventive (l'activité en région Auvergne-Rhône-Alpes étant de loin la plus importante avec 114 dossiers examinés contre 58 pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et 18 pour la Corse). Elles se caractérisent par une grande diversité en termes de natures, d'ampleurs, de durées, de problématiques abordées et de profils des intervenants. La majeure partie des dossiers intéresse le Moyen Âge, particulièrement les derniers siècles de cette longue période historique.

La dynamique de l'activité archéologique se traduit par des projets collectifs de recherche qui se veulent fédérateurs, multi-institutionnels et pluridisciplinaires intégrant des travaux menés à l'échelle d'un site ou dans des champs géographiques plus larges (régions et interrégions). Les problématiques abordées dans le cadre des opérations programmées concernent principalement les axes 8 de la programmation nationale (cinquante-six dossiers), les axes 10 (trente-six dossiers) et 11 (cinquante-neuf dossiers).

Pour le premier (**les édifices de culte chrétien depuis la fin de l'Antiquité - axe 8**), les opérations les plus significatives sont souvent en lien avec des campagnes de restauration et/ou la volonté des collectivités/propriétaires de mettre en valeur les vestiges dans le cadre d'une nouvelle offre culturelle. Il s'agit d'opérations relativement modestes qui apportent des

éléments de connaissance ponctuels sur les édifices ou d'interventions de plus grande envergure, associant analyse du bâti et fouille sédimentaire, qui livrent une nouvelle lecture des états successifs de construction depuis le bâti primitif. En Auvergne, par exemple, sur le site de La Couronne à Molles (concernant les axes 8 et 11), dont la fonction ecclésiastique majeure a été mise en relief, l'opération pluriannuelle 2015-2019 a permis de distinguer cinq grandes phases d'occupation et de construction datées entre la fin du IV^e siècle-début V^e siècle et les X^e-XI^e siècles. On peut également citer comme opération notable celle menée sur l'église Saint-André-le-Haut à Vienne avec un travail important de rassemblement et de mise en forme de l'important fonds documentaire constitué depuis le début des opérations archéologiques. Il s'agit ici d'une étape préalable à la publication des résultats. Pour le site de l'abbaye de L'Île-Barbe à Lyon, c'est une approche résolument pluridisciplinaire combinant l'archéologie, l'archéogéographie, l'histoire et l'histoire de l'art, dans le cadre d'un PCR, qui a permis de renouveler les connaissances sur ce site majeur du monachisme lyonnais et régional. Au-delà de la publication des journées d'étude organisées en 2018, l'action du PCR se poursuivra dans le cadre d'une nouvelle autorisation triennale 2020-2022 dont l'objectif sera de compléter le rassemblement de la documentation et de poursuivre les analyses au sein des thèmes de recherche préalablement définis : le monastère dans son contexte régional, les territoires du monastère, le monastère en tant qu'entité physique et la vie monastique. Enfin, la qualité des recherches menées sur les sites du prieuré Saint-Théofrède à Grospièrres (Ardèche) et sur la chapelle Saint-Léger au sein de l'abbaye bénédictine de Saint-Martin à Savigny (Puy-de-Dôme) est à souligner.

Des projets de valorisation participent également au dynamisme de la recherche concernant **les constructions élitaires (axe 11)**. Pour ces derniers, la capacité des archéologues à impliquer les acteurs associatifs locaux dans les projets est souvent constatée. Ainsi, ces acteurs ne se sentent pas dépossédés des sites dont ils ont eu la charge précédemment mais se retrouvent impliqués dans des nouveaux programmes de recherche et de mise en valeur sous la conduite d'archéologues aux compétences reconnues. D'un point de vue chronologique, on doit noter que les questionnements sur les sites fortifiés s'inscrivent sur le temps long, de la genèse des premiers établissements au haut Moyen Âge jusqu'aux dernières transformations résidentielles des châteaux de la fin de la période médiévale. Le château est abordé dans toutes ses composantes (haute-cour avec la résidence seigneuriale, basse-cour et communs, bourg castral) et dans toute sa diversité. C'est surtout au sein des territoires de l'ancienne région Rhône-Alpes que le nombre de dossiers sur cette thématique est important avec, pour citer quelques exemples, les études ambitieuses menées sur les châteaux de Bonneville et de Clermont (Haute-Savoie), d'Ambérieu-en-Bugey, de Châteauneuf-en-Valromey et de Saint-Rambert-en-Bugey, dans l'Ain, ou de Couzan (Loire). Dans plusieurs cas, parallèlement aux fouilles en cours, la reprise de la documentation issue d'opérations anciennes permet de dresser un véritable bilan des connaissances et de réviser des interprétations précédemment avancées.

La dynamique enclenchée ces dernières années trouve son prolongement dans la mise en place du projet collectif de recherche « Fortifier les Alpes au Moyen Âge (V^e-XVI^e siècles) : du Rhône à la Durance », qui permet de fédérer des initiatives jusqu'à présent isolées sur ce territoire autour de trois problématiques : identification et recensement des premiers châteaux, caractérisation juridique et architecturale des édifices fortifiés alpins (avec une attention particulière sur les bâtisses édifiées lors du conflit delphino-savoyard), morphologie et évolution architecturale des ensembles castraux en milieu montagnard. L'aire géographique retenue couvre les départements actuels de l'Ain, des Alpes-de-Haute-Provence, des Hautes-Alpes,

de la Drôme, de l'Isère, de la Savoie et de la Haute-Savoie, qui correspondent aux territoires médiévaux du Dauphiné et de la Savoie ainsi qu'à leurs marges. En région PACA, c'est avant tout le remarquable travail mené sur l'ensemble des sites castraux de la commune d'Allemagne-en-Provence qui se dégage avec, ces dernières années, les travaux de terrain sur le site de Notre-Dame. Plusieurs publications sont attendues sur le sujet comme celle qui fera état des travaux réalisés sur le *Castrum* de Couzan (Loire) et qui présentera en détail le remarquable mobilier mis au jour lors de cette opération.

Un très bel exemple d'étude pluridisciplinaire est offert par le PCR portant sur la commanderie de Jalès à Berrias-et-Casteljau (Ardèche). L'analyse des bâtiments remarquablement conservés (cellier, communs, chapelle) s'inscrit dans une enquête globale qui vise à recenser l'ensemble des dépendances des Templiers afin de saisir l'impact de ces derniers dans l'aménagement du territoire en interrogeant l'ensemble des sources disponibles.

Pour **les phénomènes funéraires depuis la fin de l'Antiquité (axe 7)**, onze dossiers), des opérations inscrites dans un temps long ont permis de progresser dans la perception des mutations des zones d'inhumations et des pratiques funéraires à l'intérieur et en marge des édifices de cultes. Des analyses pluridisciplinaires, croisant les données archéologiques avec celles livrées par les sources historiques, ont été engagées dans le cadre de plusieurs PCR sur le fait funéraire en lien avec des périodes d'épidémies (peste, lèpre) ou sur des cimetières modernes et contemporains soit des champs de l'anthropologie assez novateurs. Plusieurs demandes ont été reçues pour réaliser des analyses de restes humains. L'une d'entre-elles concerne les analyses de datation dans le cadre d'une thèse qui portera sur les pratiques funéraires et la caractérisation des espaces sépulcraux en contexte rural du haut Moyen Âge dans la partie nord-orientale de Rhône-Alpes, essentiellement le département de l'Ain et ses abords. Ces recherches partent du constat que le potentiel des données archéo-anthropologiques issues des fouilles d'ensembles funéraires reste à exploiter et que la chronologie de l'arrêt de fonctionnement de ces espaces funéraires demeure très floue. En PACA, une étude à partir des prélèvements sur des restes issus des sites de L'Argentière la Bessée (Hautes Alpes), du cimetière des Crottes à Marseille (Bouches-du-Rhône) et de L'Isle-sur-la-Sorgue (Vaucluse), soit environ deux cent sujets, portera sur la détection de maladies infectieuses dans les populations inhumées enfantines (médiévales, modernes et contemporaines) par le biais de l'analyse moléculaire de l'ADN. Les restes humains issus de sépultures de moniales sur le site de l'abbaye de Saint-Pierre de l'Almanarre à Hyères (Var), feront également l'objet d'analyses isotopiques afin de renseigner les conditions de vie monastique et plus particulièrement le régime alimentaire. Enfin, la publication des travaux du PCR « La mort moderne et contemporaine à la lumière de fouilles récentes : les cimetières de La Ciotat et Marseille », qui s'articule sur les résultats de deux fouilles, la première sur le cimetière paroissial Saint-Jacques de la Ciotat de la fin du XVI^e siècle au tout début du XIX^e siècle, la seconde sur le cimetière des Petites Crottes à Marseille des XIX^e et XX^e siècles, formera un ouvrage de référence au regard de la qualité des analyses produites.

Le dynamisme des **travaux sur les mines (axe 12)**, 19 dossiers) s'est maintenu entre 2017 et 2020 avec des problématiques portant sur les techniques (approvisionnement et mode d'abattage, enrichissement et transformation des minerais), sur l'habitat et la vie quotidienne des mineurs et sur l'impact de cette activité dans les transformations du paysage. On relève toutefois que pour la plupart des sites, les reprises d'activité aux périodes moderne et contemporaine ont souvent gommé les vestiges d'exploitation médiévale à l'exception du site de la Minière de Vallauria à Tende (Alpes-de-Haute-Provence) où une conservation exceptionnelle du réseau d'exploitation du Moyen Âge est à noter. La publication des résultats

des travaux sur Brandes se poursuit alors qu'une réflexion sur la reprise des fouilles de l'habitat minier est engagée.

L'archéologie des habitats de moyenne et haute montagne (axe 10, trente-six dossiers), avec des questionnements sur la chronologie des constructions, la nature et la périodicité des occupations et l'exploitation des ressources forestières est un axe important de la recherche en particulier dans le Massif central. On note toutefois les difficultés rencontrées par les chercheurs pour interroger ces vestiges dont la morphologie évolue peu à travers les siècles et pour lesquels les indices matériels des activités pratiquées sont souvent très lacunaires. Pour cet axe, mais aussi pour les axes 7 et 8, on relève surtout les études menées sur le site remarquable du Mont-Châtel à Val-Revermont, dans l'Ain. Le site qui se développe sur plus de 1 ha comprend deux églises. La première est associée à une petite aire funéraire comportant une vingtaine de sépultures et un bâtiment dont les deux états relèvent d'une fonction mémorielle suggérée principalement par la présence d'une tombe privilégiée. La seconde église présente toutes les caractéristiques d'un édifice à vocation funéraire avec un programme de construction dans lequel s'intègre la mise en place de plusieurs sépultures dont les architectures funéraires renvoient à une population privilégiée. L'habitat a également été documenté avec plusieurs bâtiments identifiés entre les deux lieux de culte.

Le fait urbain (axe 9) est concerné par un nombre restreint de dossiers d'archéologie programmée (sept dossiers). En Rhône-Alpes, l'année probatoire du PCR « Vienne de la fin de l'Antiquité tardive à l'époque moderne : Pour un atlas de la ville médiévale » a permis d'entreprendre des actions préparatoires fondamentales à la construction de l'atlas et à la définition des perspectives de recherche. Les orientations de recherche pour les trois années à venir consistent en : la restitution de la topographie ancienne, l'analyse des remplois antiques, l'étude des monastères urbains et suburbains, le rôle des ordres mendiants dans la structuration de la ville du bas Moyen Âge et la spécialisation des quartiers à travers l'analyse des zones cémétériales et les registres paroissiaux en relation avec les cimetières.

Pour conclure, la qualité des études produites peut être globalement soulignée avec un nombre relativement faible de demandes pour lesquelles des ajournements/refus ont été proposés, ou de rapports pour lesquels des avis défavorables ont été prononcés. Plusieurs dossiers portés par de jeunes étudiants dans le cadre de Master (études de sites castraux ou d'édifices cultuels, mise en place de prospections thématiques) ont révélé un manque d'encadrement et un déficit en termes d'acquis pour mettre en œuvre les méthodologies utiles et les protocoles de sécurité nécessaires. La crise sanitaire a sensiblement réduit le nombre de demandes relevant de ce cas de figure. D'autre part, la période complexe que nous venons de traverser explique en grande partie les difficultés rencontrées par des responsables pour mener à bien leurs opérations selon les calendriers préalablement définis, en particulier dans le cadre d'opérations triennales. La complexité des sites, notamment celle qui caractérise les ensembles miniers, est un autre facteur qui explique la difficulté des responsables à tenir les engagements pris.

Enfin, on peut signaler qu'en région PACA, le CNRS et l'université d'Aix-Marseille ont demandé une aide pour la préparation d'un colloque international qui aura pour thème la Méditerranée occidentale au V^e siècle et qui réunira une cinquantaine de chercheurs européens. Cinq grandes thématiques seront traitées : migrations, mobilités, invasions ; transformations des paysages urbains et ruraux ; productions, circulations, réseaux ; transformations de la société ; pouvoirs politiques, religieux et militaires. Cette manifestation permettra la valorisation des résultats de nombreuses opérations menées au cours de ces dernières années.

Les opérations préventives

Pour ce qui relève de l'archéologie préventive, on note des disparités régionales importantes dans le nombre de dossiers traités, avec une majorité d'opérations concernant la région PACA (soixante-sept dossiers) et la région historique Rhône-Alpes (quatre-vingt-un dossiers). Les surfaces appréhendées sont assez modestes et ne permettent d'aborder généralement qu'une partie restreinte des sites reconnus.

Les opérations au sein des villes sont de natures variées, mêlant dans de nombreux cas analyse du sous-sol et étude du bâti et portant sur l'ensemble des composantes urbaines : habitat, édifices de culte, espaces artisanaux, châteaux et demeures seigneuriales, enceinte, quai et installation portuaire. Des suivis de travaux en lien avec la rénovation des réseaux enterrés, et/ou l'aménagement des rues et places, permettent parfois de collecter des données sur des emprises urbaines assez vastes, mais des fenêtres d'observation trop restreintes nuisent généralement à l'interprétation des vestiges. En PACA, plusieurs centres urbains ont fait l'objet d'opérations successives dans le cadre de plans de rénovation d'îlots insalubres comme à Marignane (Bouches-du-Rhône) ou Grasse (Alpes-de-Haute-Provence). Menées dans des conditions difficiles, ces opérations ont permis de renouveler sensiblement nos connaissances sur les phases d'essor de ces villes et de rompre avec des schémas de développement hérités de la tradition historique. À Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), on retiendra les résultats de l'opération menée places de Verdun et des Prêcheurs qui a permis de saisir les évolutions d'un quartier placé en bordure immédiate de la ville de l'Antiquité avant de se constituer en faubourg dès le XI^e siècle autour de plusieurs édifices religieux et à proximité du palais comtal. Les opérations préventives réalisées à Marseille (Bouches-du-Rhône) ont principalement contribué à une meilleure connaissance des mutations urbaines aux périodes moderne et contemporaine en interrogeant des édifices emblématiques de son histoire, comme l'ancien lazaret de Saint-Lambert édifié au XVI^e siècle, ou de son passé industriel, comme les bâtiments et équipements d'une ancienne savonnerie située à proximité du Vieux-Port.

En Auvergne, c'est avant tout les secteurs péri-urbains de la ville de Lezoux qui ont été renseignés par plusieurs opérations préventives révélant notamment les indices d'une activité potière pour la période carolingienne. L'archéologie urbaine en Rhône-Alpes a été marquée par la poursuite des opérations menées dans le cadre de la rénovation de l'Hôtel-Dieu à Lyon (Rhône). Les observations ponctuelles réalisées dans plusieurs caves et au niveau des cours ont livré de nouvelles données sur la nature des occupations qui ont précédé la construction du complexe hospitalier ainsi que sur ses cimetières. Plusieurs projets d'aménagements ont généré des études de bâti comme ce fut le cas dans le 5^e arrondissement où un ensemble de bâtiments (96, rue Saint-Georges) a fait l'objet d'une étude exhaustive révélant une première phase de construction attribuée à une période comprise entre la seconde moitié du XI^e siècle et le début du XIII^e siècle.

En zone rurale, des données significatives sur l'organisation et l'évolution des territoires, notamment à la période charnière entre la fin de l'Antiquité et le premier Moyen Âge, sur les activités agropastorales et sur l'exploitation des ressources naturelles ont pu être documentées dans des zones qui demeuraient jusqu'à présent peu abordées par l'archéologie préventive. Si les données recueillies sont généralement modestes, elles permettent d'intégrer de nouveaux territoires dans les réflexions sur l'habitat rural du haut Moyen Âge au niveau régional ou interrégional. De ce tableau se dégagent les vestiges d'un très grand intérêt mis au jour à Aoste (Isère) sur le site des Communaux. Plusieurs enclos associés à des structures

domestiques, une église et une aire funéraire relèvent d'une occupation datée entre le V^e et le VII^e siècle dont le lien avec un petit établissement monastique ou un domaine d'exploitation aristocratique peut être envisagé.

De nombreuses opérations ont contribué à documenter des châteaux, en particulier au travers d'études de bâti menées dans le cadre de travaux de restauration. On peut souligner que dans le cas du château de Bonneville (Haute-Savoie), les opérations préventives ont été menées en parallèle de celles réalisées dans le cadre de l'archéologie programmée avec une collaboration étroite entre les différents intervenants en vue d'une publication générale des résultats. Sur le site de Pont-d'Ain (Ain), c'est l'intégralité d'une bâtisse édifiée par la maison de Savoie en 1333 et démantelée en 1336, qui a pu être observée avec son fossé, l'emplacement de deux palissades munies d'entrées et une tour d'angle. Dans le cadre d'un diagnostic mené sur le site du château de la Monnaie à Épagny-Metz-Tessy (Haute-Savoie), la fouille des niveaux gorgés d'eau comblant le fossé a révélé de nombreux éléments de charpentes conservés et du mobilier domestique. La fouille exhaustive de ces contextes permet d'envisager une étude approfondie sur les élévations disparues et les aménagements défensifs, ainsi que sur les modes de vie seigneuriaux entre le XIII^e siècle et le XVIII^e siècle.

Pour les diagnostics, la qualité des rapports présentés est assez inégale. La faiblesse des moyens alloués en jours/hommes à la réalisation de ces opérations se ressent parfois dans les documents présentés (qualité moyenne de la documentation, faible développement du contexte historique et archéologique, absence d'analyse approfondie du mobilier ou faible prise en compte de ces études dans la réflexion). Les incertitudes qui demeurent le plus souvent à l'issue de ces opérations exploratoires sur la nature, la densité et la complexité des vestiges à traiter dans le cadre de la fouille préventive entraînent la généralisation de tranches conditionnelles d'intervention au sein des cahiers des charges scientifiques.